

septembre 2024

n° 4

EN BANDE ORGANISÉE



—PREMIÈRE LIGNE—

Revue communiste anarchiste révolutionnaire

SOMMAIRE

INTERVENTION

| | |
|--|----|
| Entre obscurantisme et naïveté libérale | 6 |
| Sept questions sur le processus d'organisation | 14 |

THÉORIE

| | |
|--|----|
| La nature humaine: bête noire des anarchistes | 26 |
| Sujet révolutionnaire et prolétariat: problématisation et réflexions critiques | 30 |
| Discussion et organisation | 37 |

ÉDITORIAL

S'organiser et résister : casser la cadence

Lev

Comment expliquer l'apathie alors que les puissances capitalistes, impériales et coloniales redoublent dans leurs offensives? De Gaza en Kanaky, de la sécurité de nos foyers à l'intimité des corps non conformes, l'ordre existant colonise toujours plus nos territoires, nos imaginaires et nos vies, si bien qu'il détruit nos mondes pour imposer le sien. Depuis maintenant plus d'un an, notre groupe intervient dans l'ici et dans le maintenant pour opposer une résistance partout où nous pouvons. Nous sommes intervenu-e-s dans la revitalisation des mouvements écologistes et de l'anticapitalisme qui commence timidement à les caractériser; nous avons appuyé les luttes trans contre l'offensive du gouvernement québécois, directement importée de la nouvelle forme de guerre culturelle réactionnaire anglo-américaine; après avoir identifié la question du logement comme motrice dans la transformation du cycle actuel du capital, nous avons investi la lutte contre le PL-31 (projet de loi qui faisait la part large à un affaissement des droits matériels de la classe des locataires); nous avons participé aux camps de soutien à la Palestine dans les universités à McGill et à l'UQÀM.

Manifestement, il est difficile de ne pas entretenir la tenace impression que nous nous laissons distancer par cette force impérieuse qui ne fait que rétablir son assise sur chaque parcelle de nos vies. La faiblesse de nos réponses donne l'impression que nous avons capitulé. Se pose donc la question des critères qui ne sont pas remplis pour parvenir à amplifier la lutte.

Nos diverses interventions de terrain s'accompagnent de cette revue, collection parfois éparse de nos réflexions théoriques, de nos analyses et, parfois, de nos frustrations contre l'inertie et la stase de la résistance d'ici à un monde toujours plus autophage. Comment expliquer l'apathie alors que les puissances capitalistes, impériales et coloniales redoublent dans leurs offensives? D'aucuns diront que les sujets potentiels bénéficient de déjà trop de confort pour assumer un geste de rupture, que nous sommes trop bénéficiaires de

la domination réelle du capital. Seulement, ces raisons semblent insuffisantes tant elles obscurcissent le mouvement de l'histoire et les dynamiques qui la traversent.

Nous nous retrouvons face à un constat : les transformations du cycle de lutte actuel actent un tournant vers la solidarité, notamment suite à la pandémie de 2020 et ses effets sociaux dommageables pour toute lutte réelle. Si a pu être bénéfique la prise de conscience au sein de la doxa militante pour la nécessité d'un décentrement dans la constitution d'un sujet résistant afin qu'il ne soit plus une redite surannée de la figure blanche masculine ouvrière, le tournant vers une valorisation de l'épistémologie du point de vue situé et de la reconnaissance des personnes dites « concernées » amène des effets pervers, des jeux de pouvoir au sein de l'identité et une peur grandissante de s'affirmer comme sujet de nos luttes. Cette inféodation à la parole de l'autre, initialement bien intentionnée, a comme effet d'acter une dé-sujétion dans l'action politique, lors de laquelle nous nous transformons en porte-voix « trop privilégiés » d'une figure éthérée dont il faut se solidariser. Cette configuration militante surcode les disparités dans le monde et nie toute possibilité de faire de la politique en se constituant comme sujet de celle-ci. Nous l'avons vu, les rues se sont remplies pour la Palestine (et qu'il soit clair que nous nous en enjoignons) alors que les mobilisations étaient plutôt faibles dans les luttes pour le logement. Notre époque est hantée par la culpabilisation d'oser – nous, privilégié.e.s – vouloir un autre monde pour nous, assumer être moteur du changement, et non simplement sa courroie de transmission. Or, nous devrions vouloir un monde pour toutes et tous, sans redoubler les inégalités déjà existantes dans la configuration de la lutte. C'est pourtant bien en trahissant nos déterminations de classe, de genre ou encore de nations, et non en les jouant ou en les actant comme fatidiques, que nous ouvrons les horizons.

Simone Weil parlait de la mise en servitude des ouvriers et ouvrières qui s'articulait autour d'une perception différenciée du temps. Pour les cadres, le *rythme* du travail était défini par eux-mêmes, le temps et son déroulé étaient alors immanents à leurs choix, leurs logiques propres. Par contre, pour les ouvriers et ouvrières, la *cadence* du travail était donnée par l'extérieur, par la machine, soit par les modalités mêmes de la logique du capital (et donc de la subsumption du travail sous le capital). Un parallèle pourrait être fait avec le couple militance/activisme. Si la militance est le lieu où l'on se donne le *rythme*, les configurations de lutte actuelles semblent être prises par la *cadence* et donc par un activisme forcené qui voit ses modalités être définies par ce qu'il cherche à combattre. Comment ne pas alors perdre du terrain ? En 2003, l'Appel nous le disait déjà : « l'activisme est le premier réflexe. La réponse *conforme* à l'urgence de la situation présente. La mobilisation perpétuelle au nom de l'urgence, avant de sembler un moyen de les combattre, est ce à quoi nous ont habitués nos gouvernements, nos patrons. (...) La réponse activiste à l'urgence demeure elle-même à l'intérieur du régime de l'urgence, sans espoir d'en sortir ou de l'interrompre. L'activiste veut être partout. Il se rend en tout lieu où le conduit le rythme [n.d.a. : nous devrions donc plus dire « la cadence »] des détraquements de la machine ».

Et nous avons, nous aussi, été battus à la *cadence* des détraquements de la machine. Nous avons couru de lutte en lutte, d'action en action, de manif en manif, si bien que notre horizon révolutionnaire s'est lentement consumé devant l'urgence. La revue est donc aussi un moyen de casser la reproduction du cycle, de sortir la tête de l'eau et, en prenant de la hauteur, retourner vers la théorie et la stratégie, seules capables de nous suggérer les directions à prendre. Le vrai (et non le mieux) est l'ennemi du bien. Or, il nous faut quitter le bien de l'activisme pour se tourner vers le vrai du projet de faire sécession avec ce monde. Et pourtant, nous et nos luttes sommes toujours soumises et soumis à sa *cadence*, que nous ne pouvons subvertir sans se réapproprier le temps de la lutte et de la résistance.

Plus souvent des pistes de réflexion que des finalités abouties, les textes de cette revue sont une expression de ces questionnements : quel monde voulons-nous ? Qui sommes-nous pour le vouloir ? Comment agir pour le réaliser ? Avec quelles stratégies et quelles formes d'organisation ? Ils ont été écrits entre les séquences de la *cadence* activiste, comme un moyen de se redonner le *rythme* de la politique. Mais ils sont aussi la marque de ne pas faire le mouvement inverse, celui de se fossiliser dans un projet tumoral et déconnecté des cycles de luttes répondant aux cycles du capital. Si le *rythme* est immanent, il est toutefois le fruit de l'histoire et de ses déterminations matérielles.

Devant la suspicion croissante face à l'organisation, fruit d'une atomisation individualiste qui prend en horreur toute puissance collective, cette année a vu naître à Montréal nombre d'organisations qui se pérennisent au-delà des aléas du calendrier activiste : l'Organisation Anarchiste Révolutionnaire (ORA-RAO), Rage Climatique, le Front de Lutte pour un Immobilier Populaire (FLIP) ou encore nous-mêmes. Ce sont autant d'entreprises durables qui cherchent à dépasser la *cadence* et donc à la faire dérailler. Du *s'organiser*, on cherche alors à *faire organisation*.

Tournons-nous alors vers les textes.

De la stratégie d'abord, dans l'article « **Entre obscurantisme et naïveté libérale** », où devant l'urgence écologique comme nouvelle crise du capitalisme, les discours relatifs à la technique font s'opposer deux grandes tendances, toutes deux actant une forme de fétichisme de la technique. La première, techno-sceptique voire technophobe, en fait une entité aliénée, mystérieuse, à abattre comme les moulins que Don Quixote prend pour des géants. La deuxième, techno-optimiste, voit en elle la condition de possibilité de la révolution, du communisme en faisant fi des contradictions. La réponse juste à cette tension dictera la forme de la stratégie révolutionnaire à venir.

Seulement, la stratégie révolutionnaire est adossée à l'énigme de la bonne forme d'organisation, prise entre autorité et décomposition. Écho du passé, et donc répétition du même dans le différent, nous publions une traduction du texte de 1993 « **Sept questions sur le processus d'organisation** » de la revue allemande post-autonome *Arranca*. L'article relate

des limites de l'autonomie allemande et de déboires divers qui se réverbèrent de manière stupéfiante dans notre actualité. La question d'une politique à la première personne, soit assumer de se poser comme sujet dans nos luttes et dans notre *s'organiser*, mais aussi d'une critique des limites de celle-ci, notamment les différentes tensions relevant du *faire organisation*, sont déployés dans ce texte.

Les deux textes suivants sont complémentaires. Le premier, «**La nature humaine: bête noire des anarchistes**» qui initie la série d'articles *Lignes libertaires*, propose un regard critique sur l'essentialisme qui traverse l'optimisme d'un certain anarchisme qui suppose qu'une fois extrait de la violence du monde capitaliste, la bonne et véritable nature humaine s'accomplirait. Cette naïveté étant souvent reprochée aux anarchistes, l'article en prend acte et propose un recentrement sur le sujet des luttes, et de considérer ceux-ci comme des actants aux déterminations ancrées dans le mouvement réel et donc dynamiques et non figées. Le deuxième, «**Sujet révolutionnaire et prolétariat**», repose la question classique de la définition du sujet révolutionnaire comme prolétariat, à partir des écrits du jeune Marx. Face à la dé-sujétion dont il est question plus haut, il s'agit de poser les fondations pour réactualiser la structure analytique permettant de faire surgir le prolétariat comme contradiction. Ainsi, on peut dépasser l'état actuel des choses et, dans le même temps, les limites de cette structure d'analyse, lorsqu'on la comprend dans notre contemporanéité. Peut-être que la problématique à laquelle bute finalement la théorie du sujet révolutionnaire

collectif en vient au problème d'une révolution comprise comme l'affirmation de la classe (quelle qu'elle soit) telle qu'elle existe, niant ainsi la possibilité de son autonomie propre par rapport aux structures qui la déterminent.

Finalement, le dernier texte, «**Discussion et organisation**», fait un pas de recul dans l'abstrait à partir de la distinction entre *faire de l'organisation* et *faire organisation* comme deux moments constitutifs de *s'organiser*. L'articulation de la distinction révèle alors les enjeux communicationnels et conversationnels au centre de toute tentative d'organisation politique. La dynamicité dans l'acte de *s'organiser* permet alors analytiquement de dépasser la tentation de la fossilisation et le gr garisme d'un côté, et l'atomisation et l'instabilité de l'autre.



ENTRE OBSCURANTISME ET NAÏVETÉ LIBÉRALE

Quelques pistes pour réfléchir notre rapport à la technique au XXIe siècle d'un point de vue révolutionnaire

Ana

Depuis une trentaine d'années, les changements climatiques et l'asphyxie que crée la vitesse technique ont stimulé des réflexions de toute sorte au sein de l'extrême gauche visant à adresser conséquemment ces enjeux cruciaux. Au sein de la grande famille des anarchismes, c'est surtout la branche de l'anarchisme vert – rassemblement particulièrement hétérogène composé de l'écologie sociale, de l'anarchisme anticivilisationnel et des antitechs – et le postanarchisme qui ont tenté de répondre aux enjeux que pose la situation écologique actuelle. Or, plus récemment, plusieurs anarchistes et anticapitalistes ont commencé à s'intéresser aux horizons politiques proposés par l'accélérationnisme de gauche, une position initialement académique et non militante, mais qui semble à plusieurs pouvoir ouvrir de nouvelles avenues pour dépasser le capitalisme et adresser adéquatement les changements climatiques.

Aussi éloignées que puissent paraître ces approches, elles partent toutes, à l'exception de l'écologie sociale¹, du même point de départ: l'incapacité de la gauche traditionnelle, d'une part, de provoquer un changement social réellement émancipateur et, d'autre part, d'incarner une force de proposition politique ayant pour objet les enjeux écologiques et techniques. Aux yeux de l'anarchisme vert, l'extrême gauche – comprenant même les mouvements anarchistes ouvriers – met l'accent sur la nécessité de remplacer qui possède et qui contrôle les moyens de production en substituant le prolétariat à la bourgeoisie, mais évacue complètement de sa réflexion le rapport que l'on doit entretenir avec cesdits moyens de production. En d'autres mots, pour les anarchistes verts, les mouvements révolutionnaires socialistes ne cherchent pas à revoir le rôle social du prolétariat face aux machines; tant sous le capitalisme que sous le

¹ Nous n'aborderons pas cette approche dans le cadre de cet article.

communisme, les travailleurs et les travailleuses doivent se rendre à l'usine et la faire fonctionner, avec toutes les implications sociales qui émergent de ce rapport.

L'accélérationnisme de gauche analyse la situation différemment. Son rejet par rapport à la gauche traditionnelle ne vient pas comme pour les anarchistes verts du fait qu'elle se situe dans la même lignée libérale d'émancipation de la nature par la technique, mais plutôt que cette même gauche soit, au contraire, trop frileuse par rapport au développement des forces productives. Pour les accélérationnistes de gauche, le capitalisme est doté de contraintes économiques particulières lui empêchant un certain laissez-faire en matière de développement – on ne peut développer les forces productives si la bourgeoisie n'est pas en mesure de capitaliser sur ce développement, voire si elles permettent son renversement –, et donc si on accélère le développement en y injectant des lignes éditoriales progressistes, il serait possible rapidement d'atteindre un point de bascule où le capitalisme ne serait plus en mesure d'aspirer et contrôler la force de la technique et où un dépassement de ce mode de production pourrait se concrétiser.

Les orientations de la technique

Entre les anarchistes verts, mais plus particulièrement les anticivilisationel-le-s (ou *anticivs*), et les accélérationnistes de gauche se situe un véritable fossé théorique dû à une compréhension radicalement différente de la technique. Alors que pour les anarchistes verts la technique porte en soi des orientations politiques dotées d'une certaine marge d'autonomie par rapport au mode de production, pour les accélérationnistes, ce n'est pas le cas. Non pas qu'elle ne soit pas orientée; la technique est résolument orientée, mais ces orientations demeurent en dernière instance conditionnées par les rapports sociaux propres à un mode de production donné. Pour les accélérationnistes, si la technique est aliénante, ce n'est pas en raison de la technique elle-même, mais en raison de ses rapports au mode de production. À cet égard, le Manifeste pour une politique accélérationniste (MPA) est limpide :

5. Les accélérationnistes veulent libérer les forces productives latentes. Au sein de ce programme, la plateforme matérielle du néolibéralisme n'a pas besoin d'être détruite. Elle demande à être réorientée vers des finalités communes. L'infrastructure actuellement existante ne constitue pas les tréteaux capitalistes d'une scène à abattre, mais un tremplin sur lequel s'élancer vers une société postcapitaliste.

6. Étant donné l'asservissement de la technoscience aux objectifs du capitalisme (particulièrement depuis la fin des années 1970), nul ne peut certes déterminer ce que peut faire un corps techno-social moderne. [...] Nous faisons le pari que les potentiels véritablement transformateurs de beaucoup de nos découvertes techniques et scientifiques restent encore inexploités. Pleins de caractéristiques (ou de préadaptations) aujourd'hui redondantes qui, par la réorientation d'un socius capitaliste à courte vue, peuvent contribuer à des changements décisifs.

[...] 11. [...] Même si la plus grande partie de la plateforme globale actuelle est biaisée en faveur des relations sociales capitalistes, il ne s'agit pas là d'une nécessité irrévocable. Les plateformes matérielles de production, de finance, de logistique et de consommation peuvent et devront être reprogrammées et reformatées en direction de finalités post-capitalistes.

Ainsi, dans une perspective accélérationniste, toute l'aliénation liée à l'industrialisation n'est en fait qu'un reflet d'une société basée sur des rapports sociaux d'exploitation. En fondant notre organisation sociale sur des bases différentes et progressistes, la technique devient un facteur d'émancipation, permettant notamment de rendre nos vies moins miséreuses et le travail moins pesant. En ce sens, puisque les facteurs qui déterminent la valeur sociale de la technique se trouvent à l'extérieur d'elle-même, cette dernière apparaît comme dénuée de toute orientation politique propre: elle est profondément neutre.

En contrepartie, pour les *anticivs*, la technique n'est pas neutre. Elle porte des orientations politiques et sociales indépendantes au mode de production qui entrent en contradiction avec les principes anarchistes et l'anarchie. La technique a des règles qui lui sont propres et des besoins qui lui sont conditionnels. Tout comme une usine n'est pas fonctionnelle sans centralisation ni standardisation, les conséquences environnementales catastrophiques de la technique ne sont pas propres aux sociétés capitalistes occidentales, et fort est à parier que davantage de décentralisation, d'autonomie ouvrière et d'autogestion favorisera une montée en gaspillage énergétique et en pollution. Par ailleurs, la technique n'est pas pour les anarchistes verts quelque chose que l'on peut analyser et critiquer de manière ciblée: il est vain de vouloir analyser les conséquences d'un seul étage de l'édifice technique, puisque cet étage repose sur ceux sous celui-ci, comme il soutient ceux au-dessus. La technique doit donc être analysée en tant que phénomène complexe où les objets y prenant part sont extraordinairement bien agencés et dépendants les uns des autres. En d'autres mots, on ne peut pas critiquer la pollution automobile ou le colonialisme minier sans analyser du même geste la place majeure qu'occupent ces phénomènes dans la reproduction du capitalisme, mais plus largement dans le fonctionnement de toute société industrialisée, peu importe son mode de production. Pour les *anticivs*, toute révolution socialiste peinerait à organiser la société de manière radicalement différente de son organisation actuelle et à se départir de la gestion politique par l'État. Si l'émergence de la technique en tant que phénomène a été conditionnelle à une révolution industrielle largement propulsée par le capitalisme, une fois bien installée, la complexité de l'appareil technique amène des conditions de gestion et développe une certaine autonomie, sans lesquelles nous serions obligées de retourner à un niveau de développement technique inférieur.

Évidemment, les deux lectures différentes de la technique que nous avons présentées ont des répercussions fondamentales sur les conceptions du politique ainsi que sur les objectifs des deux mouvements. Puisque dans le cas de l'accélérationnisme de gauche, la technique est neutre et vectrice d'émancipation hors du capitalisme, les auteurices s'en réclament

appellent les révolutionnaires à s'investir dans le développement technique, notamment au sein des universités et des firmes de recherches, afin d'accélérer le développement et l'orienter en notre faveur, plutôt que d'être constamment dans une position de réaction. De l'autre côté, puisque la technique est pour les *anticivs* porteuse de caractéristiques qui sont incompatibles avec la floraison de l'anarchie, il faudrait la rejeter, valoriser des moyens de développement de connaissances qui s'éloignent d'un utilitarisme scientifique et se rapprochent des instincts humains ainsi que d'une proximité avec le « monde naturel et sauvage ».

Problèmes propres aux deux approches

Nous croyons que les deux approches présentées, prises littéralement, doivent être rejetées. Commençons par cibler quelques problématiques liées à l'accélérationnisme de gauche. D'abord, si l'idée selon laquelle la technique, une fois mise au service des forces révolutionnaires et, ultimement, du prolétariat, serait vectrice d'émancipation humaine est à première vue intéressante, il faut tout de même souligner que, dans l'immédiat, la technique ne se développe point par des communistes ou des anarchistes, mais bien par des firmes capitalistes, universitaires ou étatiques. Mettre notre salut entre les mains de la technique a une signification bien différente sous le communisme et sous le capitalisme; appeler à investir le développement technologique dès aujourd'hui n'est pas inutile, mais s'inscrit tout de même dans un processus de solidification de l'arrangement actuel de nos sociétés. Penser qu'on pourrait changer le système de l'intérieur – cette fois-ci non pas par l'État, mais par les forces de développement technique – relève d'une incompréhension majeure de l'évolution technique. Si la technique s'impose de manière aussi colossale sur nos sociétés, c'est bel et bien parce qu'elle évacue inévitablement tout principe éthique qui agirait comme frein à son efficacité et sa productivité. Penser que l'on peut orienter la technique selon nos valeurs est une fantaisie: au final, le phénomène technique finira toujours par rejeter ce qui n'est pas optimal et puisqu'il appuie son développement sur la somme des savoirs anonymes développés simultanément aux quatre coins du globe, il y aura nécessairement quelqu'un pour proposer une piste plus efficace, mais moins conforme à une éthique progressiste. La technique en tant que phénomène porte un code moral qu'elle exige aux humains et dont il serait difficile de se départir sans le mettre à bas. Sous le capitalisme, il est bien vrai que la relation entre le mode de production et la technique oriente les choix techniques en fonction de leur rentabilité. Or, puisque le phénomène technique incarne, pour reprendre la formule tiqquniste, un monde autonome de dispositifs confondus avec le projet capitaliste en tant qu'il est un projet politique (*Tout a failli, vive le communisme!*, p. 229), alors la rupture avec le projet

capitaliste signifie en même temps de devoir affronter le monde autonome technique si nous entendons réellement vivre différemment que sous le capitalisme étatisé.

Les accélérationnistes de gauche voient dans l'accélération du développement des forces productives une voie de sortie vis-à-vis de plusieurs rapports sociaux dont ceux de genre et de race, mais aussi écologique. Nous mettrons l'accent sur ce dernier point, puisque cela est la ligne directrice de notre article. Il est capital de rappeler que peu importe ce qu'en pensent les solutionnistes techniques², il n'y a absolument aucune raison de croire qu'un développement technique réduira notre empreinte écologique. En fait, historiquement, plus nous nous sommes développées, plus nous avons émis de monoxyde de carbone, un facteur majeur dans le réchauffement global de la planète. Tel que des camarades de Première ligne l'ont présenté dans un exposé sur les enjeux écologiques en septembre dernier et dans leur article *Rage climatique – première réponse au questionnaire*, les ressources nécessaires à la reproduction sociale n'ont jamais cessé d'augmenter. Même lorsque l'on oriente notre économie autour d'une nouvelle ressource, par exemple lors du passage du bois au charbon, ou encore lors du charbon au pétrole, la consommation des ressources précédemment favorisées ne diminue jamais. Il est vraisemblablement improbable qu'une nouvelle source d'énergie, par exemple le nucléaire, pourrait réduire radicalement la consommation des ressources actuellement polluante. Il faut aussi souligner que ce n'est pas parce que nous sommes sous le capitalisme qu'il s'agit d'un problème. Penser que nous pourrions, en socialisant Google par exemple, changer à la fois la pollution qu'émet cette entreprise tout en rendant sa gestion plus démocratique semble occulter cette idée que, peu importe le mode de production, les services et les entreprises ont un coût social et matériel. Faire fonctionner l'ensemble des serveurs de Google nécessite une quantité de travail et de ressources immense, voire inconcevable, ce qui implique ainsi un revenu suffisant. Or, comment pourrions-nous réunir ce revenu sans reproduire à peu près les mêmes standards d'efficacité aliénants, la même exploitation minière coloniale, ou encore les mêmes méthodes lucratives de Google, soit la publicité ciblée basée sur la forte propension à la consommation? Poser la question semble y répondre.

Sans vouloir simplifier la théorie politique de l'accélérationnisme, il semble honnête de dire qu'à bien des égards on peut observer des liens entre celle-ci et un marxisme téléologique, posant notamment la chute du mode de production capitaliste comme inéluctable en raison des contradictions internes au capitalisme. Comme le note Antonio Negri dans son texte *Accélérer le politique*, le « rapport entre composition technique et composition politique du prolétariat » défendu par le MPA reflète un déterminisme où les sujets de classe ne se situent que d'une manière trop limitée dans un processus de subjectivation. Nous devons éviter toute analyse voulant que le développement des forces productives porte en lui un

2 Les accélérationnistes de gauche, tel que l'indique le 7e point de leur manifeste, ne se revendiquent pas comme techno-utopistes, puisque pour elles et eux le développement technique est nécessaire, il n'est pas suffisant en soi. Nous croyons toutefois que cette position, en plaçant l'espoir d'un changement de mode de production dans le développement des forces productives, constitue un technosolutionnisme en ceci que les solutions à nos problèmes passent nécessairement par le développement technique.

changement socialiste de mode de production et miser sur la capacité immédiate du prolétariat à s'émanciper de l'exploitation capitaliste et de la gestion étatique.

La rupture avec le projet capitaliste signifie [...] de devoir affronter le monde autonome technicien si nous entendons réellement vivre différemment que sous le capitalisme étatisé.

Toutefois, cette émancipation immédiate n'est pas sans défi, et l'organisation technicienne du monde ne simplifie pas la mise en place d'horizons anarchistes. En ce sens, il est nécessaire de démystifier cette idée que l'autogestion ouvrière est plus efficace que la centralisation capitaliste. Pensons à la Yougoslavie de Tito, largement composée de communistes convaincus, où la production fut dans un premier temps fortement orientée de sorte à favoriser la gestion locale de la production. Les études le montrent clairement : la productivité a radicalement chuté. « Naturellement », le gouvernement socialiste a donc dû instaurer la discipline et la planification afin de redresser l'économie. Même chose avec Lénine qui, dès 1918, propose la substitution de la discipline au travail à l'autonomie ouvrière, restaure le pouvoir des cadres dans la production et s'incruste lentement dans la gestion soviétique³. La Chine maoïste est d'autant plus pertinente en ce sens : le maoïsme, qui se distingue par ses orientations que l'on pourrait décrire comme antitechniciennes, notamment avec sa foi dans l'autogestion, la créativité et la spontanéité des masses, fût confronté aux échecs de sa théorie et dû instaurer un État de plus en plus autoritaire et gestionnaire pour assurer une croissance viable. Il paraît donc absurde de penser que les maux de la technique sont strictement liés au mode de production. Nous ne pouvons pas espérer conserver les fruits du mode de production capitaliste sans reproduire une gestion relativement similaire à celle du capitalisme. Ainsi, nous défendons l'idée d'une autonomie relative de la technique en elle-même par rapport au mode de production et au système économique et politique, sans pour autant nier les déterminations sociales émanant du mode de production. Si les accélérationnistes s'éloignent d'un fétichisme des formes de démocratie directe chères à la gauche traditionnelle – position inévitable si on prône une accélération de la technique –, ils pensent tout de même être en mesure « d'établir une autorité verticale et collectivement contrôlée » ce qui n'est pas sans rappeler le

projet marxiste-léniniste, qui n'a jamais été en mesure historiquement d'éviter un obscurcissement de la gestion du politique et d'établir une rupture avec son « contrôle collectif ».

On retrouve aussi cette idée dans l'accélérationnisme que le capitalisme nécessite le développement de gadgets inutiles, en parallèle aux technologies pertinentes et qu'en s'appropriant le développement technique, il nous serait possible de sélectionner uniquement celles qui nous semblent bonnes, puis rejeter celles qui ne le sont point. Cette distinction entre « les bonnes technologies » et « les mauvaises technologies » semble mettre de l'avant que les différents outils techniques peuvent être évalués indépendamment les uns des autres, et que le rejet de certains outils n'aurait finalement pas de conséquence sur le reste de l'économie. Or, pour reprendre notre exemple, ce qui donne la possibilité à Google d'atteindre un niveau technique toujours plus élevé, ce sont précisément les revenus qu'il tire de la vente de marchandises plus ou moins réellement utiles à l'échelle mondiale. Ainsi, il ne serait véritablement pas possible de limiter la vente et la production de gadgets sans directement affecter les pôles de développement technique, à moins d'allouer une compensation financière monumentale à Google pour pallier ce changement ou de changer radicalement la forme organisationnelle de Google ainsi que sa production.

Voyons maintenant quels sont les angles morts de l'anarchisme anti-civilisationnel, dont les ambitions politiques se trouvent aux antipodes de celles des accélérationnistes de gauche. Pour les *anticivis*, puisque la civilisation a comme fondement la technique, et que cette dernière, comme l'État, porte des orientations politiques incompatibles avec les principes anarchistes dont on ne peut espérer s'échapper, nous devrions donc rejeter en bloc les piliers de la civilisation et rompre de manière radicale avec toute médiation technicienne dans notre rapport avec le monde. Si cela nécessite une rupture franche avec le mouvement ouvrier anarchiste traditionnel, on comprend tout de même pourquoi cette approche peut être considérée comme faisant partie de la grande famille des anarchies, puisque d'une part, elle s'oppose radicalement à l'État et, d'autre part, elle étend les critiques que font les anarchistes face à la machine étatique à l'ensemble des machines ainsi qu'à leur mode principal de développement : la science. Cela étant dit, les implications d'une telle posture théorique, si elle est sincère, sont immenses. Avant tout, la radicalité des propositions théoriques des *anticivis* les isole à un point où toute action politique véritablement transformatrice devient impensable, d'autant plus que, puisque leurs moyens s'inscrivent dans un rejet non négociable de la technique, leur activité politique atteint rapidement un cul-de-sac où quasiment toute action rompt avec leurs principes de base. Certain-e-s décident de partir des mois par années dans le grand nord, souvent armé-e-s de fusils, pratiquer leur survivalisme en attendant de manquer de munitions ou un effondrement civilisationnel

³ Un nombre important de sources aux affiliations politiques différentes témoignent et théorisent le glissement autoritaire de la gestion du politique dès les premières années du règne des bolchéviks en U.R.S.S.. Nous recommandons à cet égard le témoignage du militant anarchiste russe Voline, dans son ouvrage *La révolution inconnue* ou encore les analyses de Cornelius Castoriadis, notamment au sein de *La société bureaucratique*, illustrant les contradictions fondamentales au sein de la bureaucratie soviétique.

qui ne vient pas – ce qui n'ébranle pas grand chose. D'autres décident de poursuivre leur vie en ville, vouées à malheureusement la vivre dans des espaces bétonnés, parfois publier des zines en petite quantité en espérant semer du désespoir le plus total chez le voisin. D'autres, plus braves, décideront de mener des attaques violentes sur des cibles comprises comme jouant un rôle dans la reproduction de la civilisation, à savoir souvent des éoliennes, des barrages ou centrales électriques, des tours de télécommunication, etc. Ces actions restent cependant fortement marginales et n'ont en toute vraisemblance aucune chance d'avoir un quelconque impact réel sur la société. Si c'était vraiment le cas, les États ne tarderaient pas à sortir les griffes et punir conséquemment ses adversaires – et lorsqu'ils pensent être plus fortes que l'État ou assez discrètes pour y échapper, iels se fourvoient.



Voilà comment se concrétise la vie militante des *anticivs*. Mais si on veut dépasser la fatalité militante qui les attend et analyser les conséquences d'une hypothétique victoire, même partielle, de l'anarchie anticivilisationnelle, les jours ne sont pas plus heureux. Comment est-il possible d'imaginer fermer les mines, les pipelines et les barrages hydroélectriques alors que le rôle social qu'ils jouent dans la reproduction sociétale est autant majeur? Il va sans dire que la survie de milliards d'humaines dépend de ces institutions techniques et que les mettre à bas immédiatement équivaldrait à un acte meurtrier sans précédent qui s'attaquerait d'abord et avant tout aux plus vulnérables. Dans l'histoire, l'exemple le plus abouti d'une révolution de cet ordre serait sûrement le mouvement de désertion des villes au profit des «communes agraires» qu'ont réalisés les Khmers rouges au Cambodge. On ne peut pas dire que ça s'est bien déroulé. S'il est vrai que «la liberté des autres étend la mienne à l'infini», il semble difficile d'affirmer qu'en faisant sauter tous les barrages hydroélectriques et en partant vivre dans les bois on étende la liberté de qui que ce soit, et donc la nôtre.

D'un point de vue épistémologique, s'attaquer à la science en tant que mode de développement des connaissances est aussi douteux. S'il est à la mode de condamner la rationalité occidentale, il est véritablement ridicule de prétendre vouloir baser notre système de développement des connaissances strictement sur nos instincts ou toute autre pseudo science. D'une part, en appeler à des instincts implique de formuler une compréhension de la nature humaine comme étant profondément bonne, ce que j'ai tenté de remettre en cause dans un autre article de cette revue, *La nature humaine: bête noire de l'anarchisme*. D'autre part, il faut rappeler que toute société fondée sur des critères non scientifiques n'est en rien garante d'émancipation. Les anarchistes se battent depuis des siècles contre les dogmes religieux, basés sur des savoirs indémontrables et dont certaines conséquences ont été catastrophiques pour la liberté humaine. Une des tâches à laquelle se sont attelés les premiers anarchistes a été de défendre ardemment cette idée que les humaines peuvent mener des expériences scientifiques directes par elleux-mêmes, plutôt que de suivre les consignes de ceux prétendant détenir le savoir descendant des cieux. Fermer catégoriquement la porte au mode de développement scientifique des connaissances ouvre la porte à un obscurantisme favorisant l'émergence de nouveaux dogmes oppressifs ou le recyclage d'anciens sous de nouvelles formes. Comme les institutions techniques, la science a une importance majeure dans la reproduction de la société, dont la survie de milliards d'humaines dépend. Certes des réflexions éthiques doivent être greffées au processus scientifique, mais un rejet total de ce dernier n'est en rien souhaitable.

Il nous faut encore insister sur l'idée que tant l'anarchisme anticivilisationnel que l'accélérationnisme de gauche n'ont rien à voir avec l'anarchisme auquel on fait généralement référence en parlant de «mouvement anarchiste». L'anarchisme anticivilisationnel fait partie de l'anarchisme vert parce que ses volontés sont anarchiques et visent l'atteinte d'une certaine anarchie, mais demandez à John Zerzan, un des auteurs primitivistes contemporains les plus importants, ce qu'il pense de l'anarchisme en tant que mouvement social révolutionnaire et il vous le dira sans gêne: cela ne l'intéresse en rien, voire – et plus exactement – il y est opposé en ceci qu'en tant que mouvement social, l'anarchisme a généralement des objectifs antagoniques aux siens, soit la mise en place d'un agencement de la civilisation différent et non son abolition. Penser que l'accélérationnisme de gauche soit mené idéologiquement par des personnes aux sensibilités anarchistes est au moins une aussi grande erreur. L'abolition de l'État ne constitue pas un objectif à court, moyen ou voire même à long terme pour les accélérationnistes, et nous croyons que leur désir d'accélération nécessite du même geste une accélération étatique. À moins de vouloir d'un accélérationnisme libertarien – ce qui n'est pas difficile à imaginer d'ailleurs – il n'est pas possible de se passer du rôle de l'État lorsque nos désirs sont davantage de planification, de standardisation et d'optimisation. En fait, l'État incarne nécessairement la pièce maîtresse de l'accélérationnisme pour se libérer des contraintes du capitalisme



puisque, comme nous l'avons précédemment soutenu, l'autogestion ouvrière demeure fondamentalement moins efficace en termes de productivité que le capitalisme étatisé.

L'on me dira que je confonds accélération et vitesse, que les accélérationnistes, plutôt que d'appeler à développer naïvement la technique en attendant une émancipation soudaine, souhaitent faire plus, voire mieux, avec ce que l'on a déjà. Je ne crois pas faire cette erreur. Si être accélérationniste signifie vouloir faire mieux, voilà une position triviale. La grande majorité des révolutionnaires de gauche, même ceux plus critiques de la technologie, souhaitent faire mieux avec cette dernière. Ce qui distingue significativement l'accélérationnisme, c'est sa croyance en l'idée que notre salut passe nécessairement par une acceptation, une admiration, puis une accélération de l'étalement du phénomène technique où l'efficacité, érigée en tant que fin de l'ensemble des rapports sociaux humains, légitimera du même geste un autoritarisme le plus total. Le mépris pour la démocratie n'est pas anecdotique au sein de l'accélérationnisme; c'en est la condition.

Pour un parti a-technicien

Il semble que l'anarchisme montréalais donne au moins en partie raison à l'accélérationnisme en ce sens que l'extrême gauche – excluant les communistes étatisés – demeure largement hostile au développement technique. Le contexte canadien est particulier puisque les militant·e·s anarchistes *settlers* se trouvent prises avec le malaise d'occuper des terres qui ont été volées aux différents peuples autochtones, et dont l'exploitation demeure capitale dans l'économie canadienne. Il est ainsi facile de condamner les tentatives de développement extractiviste ainsi que leur maintien en tant que ceux-ci passent nécessairement par la destruction environnementale ou encore l'expulsion brutale des communautés habitant un lieu considéré par l'État ou les capitalistes comme stratégique à exploiter. De plus, une part importante des anarchistes de Montréal reste fortement attachée aux legs pratiques et théoriques de l'altermondialisme, dont l'organisation démocratique et économique locale, le *small is beautiful*, la philosophie *Do It Yourself* (DIY) et le rejet des grosses compagnies multinationales constituaient les principaux mots d'ordre, ce qui contribue aussi à une hostilité ambiante à l'égard du développement technique. Cependant, dire que cette frange militante critique du développement est *anticiv* à proprement parler serait toutefois probablement aussi insultant pour ces derniers qu'inexact dans la mesure où leur opposition à l'étalement technique ne relève pas d'une analyse théorique approfondie et cohérente ou d'un projet politique primitiviste, mais davantage d'un réflexe de confrontation avec tout ce qui émerge dans l'immédiat du

Capital ou du colonialisme. Néanmoins, puisque le milieu anarchiste néglige souvent de se questionner sur les vocations du mouvement révolutionnaire sur le long terme et leurs implications/nécessités, il se retrouve souvent au final à exiger des demandes immédiates relativement similaires à celles que pourraient formuler des anarchistes verts.

Comment sortir d'une phobie technologique paralysante, possiblement menaçante pour l'intégrité de larges franges de la population humaine, tout en ne tombant pas dans les pièges que nous avons associés à l'accélérationnisme de gauche? Nous croyons que cet enjeu est décisif à la fois pour nos mouvements que pour toute perspective révolutionnaire sérieuse, et doit passer par la formulation anarchisante d'une réponse à celui-ci.

À l'instar des anarchistes verts, il nous semble impératif de reconsidérer notre rapport à la technique, d'une part parce qu'en son état actuel, elle s'avère dévastatrice pour la pérennité des conditions climatiques permettant la vie humaine et que nous n'avons pas de raison de croire que cette tendance s'arrêtera par elle-même, et d'autre part parce que la complexité technicienne des sociétés est difficilement compatible avec des projets anarchistes ou de conseils ouvriers qui refusent d'avoir recours à l'État tout au long du processus révolutionnaire. En ce sens, nous devons trouver des avenues politiques et sociales qui ne passent pas par un rejet total de la médiation technique ni de l'extractivisme, mais qui permettent tout de même de maintenir la technique à un seuil contrôlable et réversible. Déterminer quels sont ces seuils et quelle forme d'État⁴ peut nous permettre de les faire fonctionner est la tâche collective à laquelle nous devons urgemment nous attarder.

À cet égard, certaines d'entre nous ne nous éloignons pas des perspectives ellulienne et post-anarchiste de la technique⁵. En effet, force est de constater que notre rapport avec la technique doit être un rapport de nécessité impérieuse – traduction de l'anglais: *imperfect necessity* –, c'est-à-dire un rapport qui prend à la fois en considération que la survie de populations dépend de l'organisation actuelle des choses, tout en restant fortement critique de cet ordre social. Du point de vue juridique, plaider pour une nécessité impérieuse lorsque l'on est accusé-e au criminel peut refléter l'acte de reconnaître sa culpabilité en espérant adoucir sa peine en raison du caractère nécessaire de l'acte criminel. Discursivement, mettre en place une approche à la technique comme nécessité impérieuse a au moins le mérite de nous placer dans un état constant de tension, où notre rapport avec la technique implique un certain degré de culpabilité, mais qui reste aujourd'hui nécessaire.

4 Nous utilisons le concept d'État tel que détaillé dans l'article *Vocabulaire pour la sortie du capitalisme* de notre première revue, parue en avril 2023, dans lequel Julien Lemay a justifié la rature pour « désigner ce qui doit remplacer dans leur rôle ces concepts [l'État et le parti], et dont la forme est incertaine: le parti est la fonction de la part transformant activement la société sur elle-même et sur le monde afin de gagner en puissance – c'est "qui a pris le parti du communisme"; l'État est la fonction de la société révolutionnaire à son propre endroit par laquelle elle est souveraine et se dirige dans l'histoire ».

5 Voir le chapitre *Imperfect Necessity and the Mechanical Continuation of Everyday Life: A Post-Anarchist Politics of Technology* du recueil *Post-Anarchism: A Reader* pour la perspective post-anarchiste, et *Autopsie de la révolution* ou *La Technique ou l'enjeu du siècle* de Jacques Ellul pour la perspective ellulienne.

Nous croyons que c'est en couplant la nécessité impérieuse de l'organisation technique avec une attaque non négociable à ce que Bakounine et Proudhon ont nommé le principe d'autorité, soit la nécessité que porte la domination d'insister sur la dépendance de l'humanité envers une certaine divinité supérieure – Dieu, État, Technique, etc. – dans la gestion du politique, que nous pouvons développer une philosophie de la technique réellement émancipatrice. Évitions de faire de la théologie politique; nous inventer un Dieu rédempteur a toujours été une chose du pouvoir, ne faisons pas la même erreur avec la technique. La réponse à tous nos problèmes est entre nos mains. Plutôt qu'anti-technicienne ou pro-technicienne, nous devons faire valoir une pratique politique a-technicienne, c'est-à-dire une pratique où les variables d'efficacité et d'optimisation doivent être descendues de leur piédestal et être mises sur un pied d'égalité avec les autres critères d'évaluation du politique et de la politique contestataire. Il n'y a pas d'autre moyen d'éviter l'État technocrate totalitaire et ses camps de travail que de prendre et fonder un parti a-technicien. Le danger évident d'une telle position est de conforter les militantes dans des pratiques totalement inefficaces ou encore de survaloriser un *lifestyle* anarchiste, où le mode de vie alternatif – en tant qu'attaque à la société technicienne – incarne de l'action politique de la même manière que d'organiser son quartier ou produire du matériel de mobilisation. Nous croyons au contraire que ce genre de repli et d'isolement ne constitue en rien une attaque à l'organisation sociale technicienne, mais plutôt une des formes de révolte les plus compatibles avec la reproduction de cette organisation sociale, en ce sens qu'elle n'incarne en rien une menace face à celle-ci, voire isole la résistance dans des foyers autodestructeurs. Pis encore, nous pourrions dire que l'isolement communal sous le capitalisme industriel actuel est possible uniquement parce que l'extérieur à ces petites tentatives de liberté se porte merveilleusement bien. Pouvoir ne rien amener à la société technicienne tout en pouvant profiter de ses services – par exemple ses hôpitaux lorsque nous sommes malades ou ses marchandises à voler – prouve que d'une part les petites communautés « libérées » ne sont pas réellement indépendantes et, d'autre part, que leur existence repose sur l'exploitation du reste du prolétariat qui n'a pas accès à ces communautés. Plongez la société technicienne dans une crise économique majeure et rapidement ces communautés deviendront invivables et réprimées.

Reste encore la question de la guerre. Comment le parti a-technicien peut-il rivaliser avec les forces militaires et hégémoniques capitalistes ou étatistes? Sans doute, il ne le peut pas. L'époque où l'on pouvait écraser les forces militaires d'un tel tsar ou d'un tel État est malheureusement

révolue. L'espoir d'une révolution ne peut reposer uniquement sur un affrontement militaire avec l'État, où l'un en sortirait vainqueur et l'autre défait. Sans doute, il y aura des affrontements armés – il y en a déjà. Mais faire reposer le changement de mode de production et l'annihilation du phénomène technique sur un affrontement militaire est illusoire : toutes les guerres menées par les anarchistes ont été perdues, malgré qu'elles aient pour la plupart été menées à des époques où les sciences étatique et militaire étaient bien moins développées. La stratégie du parti a-technicien est donc d'un autre ordre : rendre l'État inutile par l'instauration progressive d'un État soutenu par la population, dont l'efficacité doit être mesurée non pas en termes de maximisation de la production, mais bien en fonction de seuils viables écologiquement et qui nous permettent de garder un contrôle sur l'organisation sociale.

Il ne s'agit donc pas de se limiter à des tactiques insurrectionnelles ou syndicales, mais de reconnaître que l'agencement entre un mouvement ouvrier vigoureux et une virulence insurrectionnelle peut faire émerger une puissance qui fait réellement basculer le rapport de force avec l'État.

Notre force politique a-technicienne doit donc en être une sérieuse, qui refuse l'isolement, le confort de toute limitation à des pratiques individuelles et qui s'engage dans un mouvement de réappropriation du processus de production dans le but d'y transformer le rapport social du prolétariat avec ce dernier. S'il est absolument nécessaire de séparer le progrès des avancées technologiques – ce que le libéralisme a travaillé à souder depuis trois siècles –, cette séparation ne pourra jamais avoir lieu si les moyens de production restent possédés par les capitalistes et l'État. Est-ce dire qu'il y aurait une «période de transition», en ce sens que la première étape serait de prendre possession des moyens de production, puis la deuxième de les transformer et les adapter à nos désirs a-techniciens? Non. La politique du parti a-technicien voit ces deux étapes dans un seul geste révolutionnaire qui ne remet pas à plus tard le pouvoir populaire au nom de quelque nécessité, mais prône l'autonomie ouvrière par la mise en place de conseils ouvriers – qui n'ont de raison de disparaître après la révolution qu'en fonction de leurs propres considérations pratiques dues à l'évolution du mouvement révolutionnaire.

La désindustrialisation du nord global – en tant qu'elle a comme conséquence de nous éloigner des pôles de production industrielle – et la construction de banlieues au détriment de la production agricole nuisent à notre faculté de contrôle sur la technique ainsi qu'à notre possibilité d'autonomie matérielle et ouvrière. Nous devons être hostiles face aux usines sur notre territoire uniquement dans la mesure où elles sont des lieux d'exploitation, d'aliénation et de destruction écologique, facteurs qui ne devraient jamais être combattus par la fermeture des usines et leur relocalisation dans le sud global. La construction d'usines ou leur réouverture sont nécessaires, ne serait-ce que dans une perspective d'équité avec les populations du sud qui, advenant même d'une révolution mondiale communiste, conserveraient le fardeau du secteur secondaire de l'économie alors que les populations du nord verraient leur travail dans le secteur tertiaire surreprésenté. La division scientifique du travail à l'échelle mondiale complexifie radicalement les scénarios d'émancipation libertaires et notre réindustrialisation pourrait y pallier au moins de manière partielle.

La classe ouvrière a un levier social bien plus important sur la production et le développement que les groupes insurrectionnels. Même en réfléchissant en termes de dommages à l'État et aux capitalistes, une grève au port de Montréal par exemple est rapidement susceptible de faire perdre des centaines de milliers de dollars, voire des millions de dollars aux compagnies, en comparaison aux attentats ciblés qui, en fin de compte, n'ont qu'une portée limitée. Dotez ces moments de débrayage de groupes parallèles qui mènent des actions violentes et clandestines, et on verra rapidement se décupler le pouvoir des forces révolutionnaires ; il ne s'agit donc pas de se limiter à des tactiques insurrectionnelles ou syndicales, mais de reconnaître que l'agencement entre un mouvement ouvrier vigoureux et une virulence insurrectionnelle peut faire émerger une puissance qui fait réellement basculer le rapport de force avec l'État. Le spectacle de la technique n'est pas infaillible ; organisons-nous pour libérer le chaos!

SEPT QUESTIONS SUR LE PROCESSUS D'ORGANISATION

Traduit par Maulwurf

Revue Arranca

Correspondances allemandes

Le projet a débuté un an avant Première ligne. On voulait traduire des récits, des archives, des textes de réflexion et faire l'histoire de tout un corpus militant qui demeure encore aujourd'hui peu diffusé autour de nous.

Pourquoi l'Allemagne? Parce qu'on connaissait la langue, tout simplement. On s'est dit qu'au sein de l'extrême-gauche, la traduction devrait être chose courante, une affaire banale: il n'y a rien de mieux pour appréhender l'impensé de notre propre tradition que de la confronter à une autre. Et puis, il serait temps que les militant-e-s au soi-disant Québec se confrontent à d'autre chose qu'aux traditions françaises et canadiano-américaines – répétées et combinées en alternance, rejouant un schéma de pensée natio de façon un peu obsessionnelle – et amènent dans l'espace de la discussion des réalités qui nous sont méconnues.

Ces correspondances sont donc une invitation à une pratique de la traduction renouvelée. Une traduction patiente qui prend le temps de retracer le fil des récits, les différents concepts, une traduction qui, espérons-le, pourra se rendre plus loin que l'Europe de l'Ouest où nous nous arrêtons aujourd'hui et nous informer sans image d'Épinal au sujet des luttes que nous ignorons dans les pays dominés par l'impérialisme. L'internationalisme est à faire, c'est un horizon d'expériences à construire pour tracer de nouveaux parallèles; c'est plus qu'une pétition de principe. Alors commençons maintenant à partir (loin) de ce qu'on connaît.



Dépassée, l'autonomie?

L'autonomie allemande s'est constituée dans les années 1980 après les tentatives ratées de fondation de partis marxistes-léninistes (les K-gruppen) et l'échec de la RAF (Fraction armée rouge). L'autonomie¹ a fleuri et s'est développée en valorisant une « politique à la première personne » caractérisée par le refus des organisations, de la représentation, niant ainsi la période qui la précédait. Pour les autonomes, ce qui importait alors était l'action insurrectionnelle, la révolte dans la rue et contre le pouvoir, les campagnes politiques qui pouvaient se transformer en débordement général. Son rôle dans le mouvement des squats fut tout à fait exemplaire. Mais c'est certainement dans le mouvement anti-nucléaire allemand qu'elle trouva son meilleur allié. C'était un mouvement citoyen écologiste qui s'opposait à la construction de nouvelles centrales². Et, plusieurs années avant le début de l'altermondialisme, l'autonomie menait déjà un projet de « radicalisation » des mouvements sociaux et citoyens en transformant les défilés écologistes en vrai champs de bataille, en détruisant systématiquement – chaque dimanche à vrai dire – de la machinerie à l'aide de cocktails molotovs et en participant de façon diffuse, à l'aide de réseaux et de jeux d'influence, à la mise en place de vastes campagnes débouchant sur des moments émeutiers importants et menant à l'apparition des premiers « Schwarze bloc », des premiers black blocs pensés comme une tactique diffuse de manifestation.



1 Lorsque je nommerai « l'autonomie », il sera question de l'autonomie allemande qui voit le jour dans les années 1980 et non pas de « l'autonomie ouvrière » des années 1970. Si en Italie on parle d'un passage à l'« autonomie désirante » et encore en faisant preuve d'un certain réductionnisme, en Allemagne, c'est sous le nom d'« autonomie » sans adjectifs qu'on désigne un mouvement en partie contre-culturel qui apparaît dans les années 1980.

2 Ce mouvement citoyen fût victorieux. Peu de centrales nucléaires ont été construites en Allemagne. Ceci explique également et en partie l'usage du charbon pour la production de l'électricité.

Thèses sur l'autonomie (1981)

1) Nous nous battons pour nous-mêmes, d'autres se battent aussi pour eux-mêmes, et ensemble nous sommes plus forts. Nous ne menons pas de guerres par procuration. Ce qui importe c'est une « participation personnelle », une politique à la première personne. Nous ne luttons pour aucune idéologie, ni pour le prolétariat ni pour le peuple, mais pour une vie autodéterminée dans tous les domaines, sachant que nous ne pouvons être libres que si tous les autres le sont aussi!

2) Pas de dialogue avec le pouvoir! Nous ne faisons que poser des exigences auxquelles le pouvoir peut ou ne peut pas répondre.

3) Nous ne nous sommes pas rencontrés à propos du travail ou de l'usine; le travail est pour nous un état d'exception. Nous nous sommes rencontrés par le biais de la musique punk, des bars branchés et des autres sous-cultures.

4) Nous avons tous en tête un « anarchisme diffus », mais nous ne sommes pas des anarchistes traditionnels. Certains d'entre nous considèrent le communisme/marxisme comme une idéologie de domination et d'ordre; il veut l'État, mais pas nous. D'autres pensent qu'il existe un véritable communisme, qui a seulement été falsifié à maintes reprises. Nous sommes d'accord sur le fait que tous ont de grandes difficultés avec le terme de communisme en raison de leurs expériences avec les groupes K, la RDA (République Démocratique Allemande), etc.

5) Pas de pouvoir pour personne! Pas non plus de « pouvoir ouvrier » ou de « pouvoir populaire » ou de « contre-pouvoir ».

6) Nous n'avons rien à voir avec la scène alternative sur le plan du contenu, mais nous sommes prêt-e-s à utiliser les structures et les moyens techniques de la scène alternative. Nous sommes conscient-e-s que le capitalisme crée ici un nouveau cycle secondaire du capital et du travail, aussi bien comme champ d'emploi pour les jeunes chômeurs que comme champ d'expérimentation pour résoudre les tensions sociales et les problèmes économiques en suspens.

7) Nous ne sommes pas d'accord sur le fait de savoir si nous sommes une révolte ou si nous voulons une révolution. Certains veulent une révolution permanente, les autres pensent que l'on peut tout aussi bien appeler cela une révolte permanente. Pour eux, la révolution est un point fixe à partir duquel le royaume de la liberté est censée exister. Et selon eux, cela n'existe pas. La liberté, c'est plutôt le bref moment où le pavé quitte la main jusqu'à ce qu'il touche le sol. Nous sommes d'accord sur le fait que nous ne voulons d'abord que détruire, casser, ne pas nous formuler positivement.

8) Nous n'avons pas d'organisation en soi. Nos formes d'organisation sont toutes plus ou moins spontanées. Le conseil des squatters, la chaîne téléphonique, le plenum des autonomes, et beaucoup de petits groupes qui se réunissent soit à court terme pour faire quelques actions lors de manifestations, etc. et des groupes à plus long terme qui font des choses comme radikal, Radio Utopia ou qui font des actions tout à fait illégales. Il n'y a pas de structures fixes comme des partis, etc. ni de hiérarchie. Le mouvement n'a pas encore produit de personnalités comme Negri, Dutschke, Cohn-Bendit, etc.



Telle est la préhistoire du débat qui nous intéresse aujourd'hui³.

Seulement, à partir des années 1990, l'autonomie commence à s'essouffler. Les manifestations se suivent et se ressemblent sans que les autonomes ne parviennent à hausser le niveau de conflictualité et, bien que certaines nouvelles personnes rejoignent le mouvement autonome, notamment dans la foulée des luttes antifascistes, le modèle d'activisme et d'action proposé par les «autonomes non-dogmatiques» semble être devenu une espèce de recette magique pour que des gens se maintiennent dans un certain mode de vie alternatif.

Critiquant les limites du mouvement, certain-e-s commencent alors à développer une réflexion entourant le dépassement des limites de l'autonomie, à penser à ce que pourrait être une «post-autonomie». Les premiers moments du débat entourant la post-autonomie paraissent dans le journal *intérim*, le bulletin hebdomadaire des autonomes et sa petite place publique. C'est ce qu'on appellera le «Heinz Schenk Debatte», du nom d'un présentateur télé ringard qui ne cessait de partir en tournée, en «campagne», à travers toute l'Allemagne. On comprendra que la question de la pertinence de s'investir dans la «forme campagne» était au centre de ce débat. Suite à ce moment charnière, les partisans de la critique de la forme campagne se rassemblent en un groupe qui portera le nom de *Für eine Linke Strömung* (FeLS), qu'on peut traduire par «Pour un courant/une turbulence de gauche», nom visant à refléter la difficulté à se situer clairement et à indiquer positivement leur position dans la gauche.

Le texte présenté dans la prochaine section est tiré du numéro 4 de la revue *Arranca* de FeLS parue en 1994. C'est un document d'un grande franchise sur les difficultés et les problèmes de l'organisation. Il prend la forme figée

d'un questionnaire auquel finalement FeLS est le seul à avoir répondu. C'est la trace d'une discussion qu'on aurait voulu plus large, qui aurait pu avoir lieu, mais qui a été abandonnée en cours de route... Bref, c'est un document d'actualité.

Sept questions sur le processus d'organisation

Le texte suivant a été rédigé en 1993 dans le contexte de discussions sur l'organisation. Suite à notre invitation parue dans le numéro 0 d'*Arranca*, dix groupes se sont réunis à Berlin à la mi-mai lors de la Pentecôte 1993. Durant ce premier week-end difficile et ardu, nous avons convenu de formuler collectivement huit questions fondamentales pour la prochaine rencontre en septembre '93.

D'une part, cela devait servir à clarifier le contenu; grâce à ces contributions, les différents groupes devaient apprendre à mieux se connaître. D'autre part, ces documents devaient servir de base à une entente générale que nous comptions publier (une sorte de plateforme organisationnelle réduite). La discussion sur les différents documents (entre-temps sur des questions formulées différemment) s'est toutefois poursuivie sans fin. Les contradictions au niveau du contenu étaient énormes. Au centre de nos discussions, nous retrouvions l'envie pressante de voter un programme et de créer ainsi une organisation. Or, l'accord sur le contenu ne peut jamais constituer à lui seul la base d'une organisation de gauche, si on ne se regroupe pas en même temps sur la base d'une expérience pratique commune. Cette tentative nous l'a montré une fois de plus très clairement. Sans se confronter avec le concret, il se produit quelque chose qui n'est pas souhaitable:

³ Pour en savoir plus sur l'autonomie, on lira en traduction anglaise *Fire and Flames* de Geronimo disponible en libre-accès sur [libcom https://files.libcom.org/files/Fire_and_Flames.pdf](https://files.libcom.org/files/Fire_and_Flames.pdf)

la structure devient une tête vide et le programme prend la place du processus de transformation réel dans la pratique.

Il est certainement inopportun de publier un tel texte de discussion de débat sur l'organisation presque un an après les faits, alors que nous ne nous identifions plus nous-mêmes à l'approche ayant mené à la rédaction du présent texte. Initialement, nous voulions publier les sept questions suivantes en septembre '93, nous avons attendu après une publication commune, mais celle-ci n'a pas eu lieu en raison des divergences d'opinion. Nous pensons néanmoins que la publication du texte suivant est utile. Les points présentés, légèrement remaniés, restent pour nous fondamentaux dans la réflexion entourant le processus d'organisation, c'est-à-dire qu'ils sont des critères pour appréhender notre représentation approximative de ce qu'est une organisation de gauche et de ce qu'est sa politique à moyen terme. Et puisque nous continuons à travailler à l'émergence d'une telle organisation, ce texte doit être considéré comme une proposition de discussion.

1. Quelles sont les stratégies politiques que nous jugeons utiles? Comment les conditions sociales peuvent-elles être modifiées dès aujourd'hui dans le cadre des conditions existantes?

«Prise de pouvoir»

Dans Arranca n° 0, nous nous sommes distingués de manière critique des stratégies révolutionnaires léninistes (Voir les «38 thèses»). Nous défendions l'idée que ces stratégies – suivies non seulement par les partis communistes, mais aussi par la plupart des groupes «néo-gauchistes» – limitent «la révolution à la prise du pouvoir politique et à la nationalisation de la propriété privée». Nous disons également que «le concept de révolution du PCUS (et donc aussi des partis communistes ultérieurs, par exemple le PC de Cuba) n'a qu'un rapport superficiel avec une véritable transformation sociale. La prise de pouvoir du gouvernement en tant que telle ne remet pas en question les rapports sociaux. La révolution est un processus vaste et constitutif de l'expérience des sujets et de changement radical de toutes les sphères de la vie; ce n'est pas seulement la destitution du gouvernement et la socialisation de la propriété privée. La révolution est un processus de longue haleine où on ne peut clairement tracer un début et une fin».

La conclusion de cet article disait que la prise de pouvoir est donc un élément «nécessaire, mais pas suffisant» d'un processus révolutionnaire.

«Déterminisme»

Deuxièmement, nous nous sommes opposés à la tradition déterministe de la gauche, selon laquelle l'histoire est pourrait-on dire «décidé d'avance». Dans cette vision du monde, les différentes formations sociales (féodalisme, capitalisme, socialisme, communisme) se succèdent mécaniquement, le développement des forces productives conduit automatiquement au stade supérieur et les êtres humains ne sont que les exécutants d'une histoire déjà écrite. Le déterminisme n'était pas seulement le cheval de bataille du marxisme soviétique, il a été suivi par les courants les plus divers de la gauche: la social-démocratie le défendait et justifiait ainsi sa stratégie de «croissance progressive vers le socialisme»; les Spontis⁴ et les communistes de conseils s'attendaient à ce que les conseils ouvriers introduisent d'eux-mêmes le socialisme (le capital engendrant sa contradiction – le prolétariat – qui le supprimera); et les léninistes, enfin, justifiaient leur rôle d'avant-garde par le déterminisme de l'histoire: l'histoire suit une vérité, la vérité peut être découverte scientifiquement et finalement mise en œuvre par l'avant-garde, c'est-à-dire les communistes organisées. Les trois formes de déterminisme ont donc, selon nous, la même racine, et nous retenons peu de ces trois conceptions.

Dans l'ensemble, une telle stratégie de bouleversement implique plus qu'une simple confrontation frontale avec un ennemi clairement localisable. L'oppression n'a pas qu'un seul centre et une seule racine. C'est pourquoi, pour former un contre-pouvoir venu d'en-bas, la conquête progressive et discrète d'ancrages dans la société est aussi importante que la confrontation spectaculaire avec la police ou les autorités publiques.

Pour une acquisition progressive de nouvelles positions stratégiques, pour la naissance d'un contre-pouvoir révolutionnaire, il faut que nous, en tant que gauchistes, ne nous contentions pas d'«agir» dans les centres culturels, les écoles, les entreprises, les quartiers, mais que nous y travaillions réellement.

Pour ne pas être absorbé-e par les institutions – rappelons-nous la grande marche à travers les institutions des soixante-huitards qui a achevé nombre d'entre eux et elles, mais qui n'a certainement pas achevé le système –, il est nécessaire de renforcer le lien organisationnel entre les personnes actives. L'organisation politique à laquelle nous aspirons n'est qu'une partie de ce lien. Les mouvements culturels et sociaux, les journaux, les forums de discussion, l'animation des quartiers, les amitiés, etc. peuvent garantir un assouplissement des frontières entre le travail antifa, les éducatrices populaires et progressistes, les actions militantes, les groupes de femmes, les initiatives d'immigré-e-s, etc. Moins une personne est isolée dans les institutions, plus elle est difficile à intégrer dans le système. La condition préalable à un engagement au quotidien qui ne se termine pas par le réformisme est donc l'organisation et la participation

4 Petit nom pour la tendance spontanéiste apparue en Allemagne à la fin des années 1960.

aux luttes politiques. Rassembler des milliers de personnes dans les rues pour des campagnes sans ancrage réel n'a pas beaucoup de sens; de même, s'impliquer, par exemple, en tant qu'individu de gauche dans un projet culturel, pour développer un ancrage local, sans participer aux conflits politiques, mène à une absence de perspective politique.

Notre conception de l'organisation politique n'est pas celle d'une avant-garde. Il n'y a pas de chemin préétabli vers la libération, et encore moins de «raison dans l'histoire» à laquelle nous pourrions nous référer. Différentes voies sont envisageables, les nombreuses approches – qu'il s'agisse de groupes/organisations politiques, de mouvements sociaux ou d'initiatives locales – doivent être traitées avec respect. Il est dommageable de chercher à les marquer chaque fois avec son empreinte.

Également, il est indispensable de pas attendre que les contradictions se résolvent «d'elles-mêmes». Nous attendons d'une organisation politique qu'elle prenne des responsabilités dans la société, qu'elle dynamise les processus et qu'elle serve de point de repère aux nombreuses initiatives dispersées. Elle doit bien sûr proposer différentes alternatives à ce qui existe et tenter ainsi d'indiquer des directions.

Stratégiquement cela signifie pour l'organisation que nous voulons mettre en place :

- Que les autres formes de combat doivent être reconnues;
- Qu'il faut développer un regard dépassant la seule gauche politique: de nombreux projets, diffamés avec mépris comme relevant du «travail social» ou totalement ignorés, ont le potentiel de devenir une part importante d'un contre-pouvoir social. Nous devons nous efforcer de multiplier les échanges avec ces personnes et ces projets;



- Que nous devons formuler des offres de collaboration sur des questions concrètes ou des offres d'organisation au plus grand nombre possible de personnes qui sont actives dans les luttes d'émancipation et/ou à gauche de manière diffuse et isolée. Nos projets doivent toujours être suffisamment ouverts pour que l'on puisse s'y «accrocher» et y participer à partir de différents domaines;
- Que les offres que nous faisons ne doivent pas avoir l'effet ni être comme celles des organisations des partis marxistes-léninistes. Les ML proposent souvent des offres ouvertes d'alliance, par exemple une alliance contre le fascisme, mais ils ne le font que pour recruter. Ils ne cherchent qu'à renforcer leur organisation en nombre et dans l'arène politique. Une alliance dans laquelle on se réserve le rôle d'avant-garde ou de leader n'est pas une alliance!

«Réformes»

Nous sommes favorables à des changements dans le système existant s'ils améliorent les conditions de lutte ou les conditions de vie réelles (par exemple la santé au travail ou la situation dans les prisons). En ce sens, nous pouvons être favorable à des réformes. Contrairement à ce que nous avons formulé il y a un an, le terme «réformes», compris comme changement institutionnalisé par l'État dans le cadre de lois, etc. est particulièrement inapproprié.

Il est vrai – comme nous l'avions alors soutenu – que les réformes ont très souvent un caractère ambivalent, c'est-à-dire qu'elles représentent un compromis entre les revendications émancipatrices d'en bas et les contraintes de modernisation d'en haut. (Toute la vague de réformes en réaction au mouvement de '68 porte ce double visage: par exemple, la réforme de l'éducation a entraîné à la fois une libération des apprenant-e-s et leur individualisation dans les universités de masse.) D'un autre côté, il est cependant peu réaliste de parler aujourd'hui de possibilités de réforme. Face à la faiblesse des mouvements émancipateurs d'en bas et à un fort besoin de modernisation de la société capitaliste, les projets de réforme des Verts et des Socialistes portent des visions du monde aussi sinistres que celles qu'on retrouve dans la réalité conservatrice. Il ne s'agit pour l'instant que d'aspects du renouveau capitaliste. Le projet des «rouges-verts» prévoit, par exemple, le travail forcé pour le bien commun écologique.

Les «changements dans l'état des choses» ne sont donc pas aujourd'hui de grandes réformes politiques, mais la réalisation d'objectifs concrets: le financement public d'un centre social en fait partie, tout comme l'empêchement des Jeux olympiques à Berlin ou la publication de journaux pour sans-abri, grâce auxquels les gens peuvent se financer eux-mêmes et s'exprimer politiquement.

La politique portée par la gauche radicale devrait s'orienter davantage vers ce qui est réalisable, compte tenu du rapports de force. (Malgré toutes nos critiques initiales, la campagne

contre les Jeux olympiques de Berlin a permis un certain rebrassage et mise en contact stratégique des forces en présence). Les succès obtenus doivent ensuite impérativement être présentés comme les nôtres. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut prendre conscience de sa propre force.

Problématiques à travailler (Arbeitsfelder) et secteurs d'activité (Teilbereich)

Les domaines d'intervention ne peuvent pas être choisis au hasard. Ce n'est pas décision politique de faire un travail de solidarité sur le pays X parce que «si peu a été fait sur le sujet jusqu'à présent». La définition des priorités dans le travail politique doit, à notre avis, s'orienter avant tout sur ce qui a) est reconnu analytiquement comme point brûlant; b) est dans le cadre de nos possibilités; c) peut faire avancer un processus d'organisation.

Longtemps, avons-nous discuté sur le fait que nous devons travailler sur différents thèmes, saisir de façon approfondie la question sociale. Nous avons pu justifier ceci à deux niveaux (la politique de gauche doit être globale pour la société la question sociale est le point le plus brûlant pour presque toutes les personnes qui vivent ici).

Cependant, notre expérience nous a montré qu'un groupe de petite taille doit plutôt se limiter à un ou deux axes de travail. Ceux-ci doivent être d'une nature telle que le groupe puisse acquérir un profil politique. C'est seulement à une telle mise en œuvre qui rend les projets politiques crédibles. Pour nous, qui considérons actuellement l'organisation Antifaschistische Aktion — Bundesweit Organisation (AA-BO) comme l'approche organisationnelle la plus prometteuse au sein de la gauche radicale non dogmatique, il est évident que la problématique antifa constitue un axe de travail. Il est important de dépasser régulièrement le secteur d'activité et de s'exprimer sur d'autres thèmes. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut passer du concret au général. Les groupes de l'organisation ne peuvent pas se contenter d'attaquer les nazis ou de faire campagne sans thématiser les rapports sociaux dans leur ensemble. Dans le cas contraire, le travail par secteur risque de devenir une impasse.

2. Quels sont les objectifs poursuivis par l'organisation souhaitée? Quelles sont ses structures? Comment éviter autant que possible la formation de hiérarchies? (Comme mots-clés pour la réflexion: «direction», «cadres», rotation, délégation, principe du porte-parole).

École collective

Nous aspirons à une organisation politique, entre autres, pour **a)** être à nouveau perceptibles dans l'espace public, **b)** pouvoir intervenir en se répartissant le travail, **c)** agir de manière supra-régionale et coordonnée et **d)** présenter une offre politique clairement définie de collaboration.

En plus de ces quatre points, l'organisation visée doit être conçue comme une sorte d'école collective dans laquelle se développent l'engagement, la responsabilité sociale, la solidarité ainsi que des formes de comportement et de conscience émancipatrices. L'efficacité n'est pas pour nous le seul critère décisif, une organisation est plus qu'un instrument de lutte. En ce sens, nous nous distinguons essentiellement des différentes conceptions du parti de la tradition léniniste. Nous sommes d'avis que la libération doit être anticipée par petits bouts dans une organisation révolutionnaire. La culture nécessaire à l'émancipation sociale et politique, par exemple, le changement de comportement au quotidien, doit rayonner à partir de l'organisation. L'organisation doit pouvoir donner à voir, dans les grandes lignes et partiellement, le fonctionnement d'une société libérée.

D'une manière générale, nous sommes favorables à une organisation politique ouverte qui, dans des limites clairement définies, offre une marge d'autonomie et d'initiatives personnelles sur le terrain. L'organisation ne peut et ne doit pas toujours agir de manière totalement uniforme, car les conditions varient d'une région à l'autre. Nous ne voulons pas non plus d'une organisation de membres dans laquelle les «cadavres de cartes de membres» simulent une taille apparente, mais d'une organisation qui se définit par le fait de travailler en commun.

Cela signifie que des groupes locaux capables d'agir, se divisant le travail, ancrés et organisés suivant une auto-contrainte collective, doivent constituer le véritable poids principal d'une organisation.

Contrairement à notre évaluation d'il y a un an, nous sommes maintenant d'avis que l'émergence de tels groupes est plus importante pour le processus d'organisation que la mise en place de structures à l'échelle nationale. Face à une scène ou un milieu de gauche de plus en plus individualiste, il faut souligner que les groupes organisés sont la condition préalable à tout processus social, à toute initiative politique à long terme et à toute discussion sérieuse. Ils ne sont certes pas une garantie de succès, mais ils sont absolument nécessaires. Ceux qui ne s'organisent pas à long terme dans un groupe en assumant la contrainte du travail collectif n'ont pas leur mot à dire sur les structures nationales!

Néanmoins, le travail au sein d'une organisation nationale reste nécessaire pour le processus de développement des différents groupes locaux.

La base liante de l'organisation est constituée par des structures et des méthodes de travail qui ont fait leurs preuves, par des expériences recueillies et réfléchies dans la pratique et par une plate-forme qui se met progressivement en place à partir de discussions de fond. Les décisions prises en commun doivent avoir un caractère contraignant. Dans le cas contraire, aucune force commune ne peut se manifester. En d'autres termes, si les délégué-e-s adoptent des positions communes et définissent des activités (et si les groupes locaux n'expriment pas immédiatement après des réserves à ce sujet), tous les groupes doivent

également défendre cette ligne à l'extérieur. L'engagement mutuel doit minimalement atteindre ce niveau.

Direction ?

Considérant la taille de nos bases organisationnelles aujourd'hui, toute «direction» est superflue et politiquement erronée. Les structures doivent toujours se développer sur la base des nécessités. Il est absurde et bureaucratique de réfléchir à mettre en place des organes centralisateurs quand la pratique politique commune ne les rend pas encore nécessaires.

À long terme, nous pensons toutefois qu'il serait judicieux de mettre en place un bureau central qui aurait pour tâche de coordonner le travail des groupes et de faire office de bureau de presse. Les personnes qui y travailleraient seraient les porte-parole de l'organisation et seraient ainsi habilité·e·s à prendre position de manière autonome et au sujet de l'actualité auprès du public.

Nous refusons l'idée de recevoir des «instructions» de la part d'institutions centrales, même dans une perspective à long terme. Certes, les initiatives politiques émaneront inévitablement davantage de ceux qui occupent des positions centrales, mais il est nécessaire d'agir contre cette tendance. La rotation est un principe important à tous les niveaux. Nous sommes en outre favorables à ce que, par exemple, les discussions de groupe locales ne cessent de donner lieu à de nouvelles impulsions supra-régionales.

«Cadres» ?

Dans chaque groupe, et plus encore dans les structures fédératives, il est inévitable que certain·e·s, pour des raisons de temps, de conviction, d'intérêt, voire en fonction de différences dans leur parcours de vie, travaillent plus intensément et aient plus d'influence que d'autres. Leur voix a généralement plus de poids dans les discussions, les initiatives émanent plus souvent d'eux, un groupe s'oriente autour d'eux. On ne peut vraiment espérer atteindre une égalité totale dans les groupes et les structures.

De telles personnes pourraient, selon nous, être qualifiées de «cadres». Nous considérons toutefois qu'il est fatal que ces positions soient officialisées en faisant de ces personnes des «cadres dirigeants» ou des «secrétaires généraux·ales locaux·ales». Pour le processus d'apprentissage collectif au sein d'une organisation, il est essentiel que les responsables puissent toujours être écartés de leurs fonctions. Cela ne signifie pas qu'ils et elles doivent être éjecté·e·s du groupe.

5 Il s'agissait d'une initiative large d'organisation de gauche lancé entre-autre par le groupe FeLS (Für eine Linke Strömung) qui dirige la publication Arranca. Le groupe expose dans le même numéro les raisons ayant mené à l'abandon de leur propre projet.

6 Le Freiheitliche Deutsche Arbeiterpartei (FAP) est Parti néo-nazi allemand fondé en 1979 et interdit en 1995.

Au contraire, nous pensons que les processus d'apprentissage sont très souvent conflictuels. Pour se libérer des schémas d'autorité, il faut aussi pouvoir se «rebeller» d'une certaine manière. De tels conflits sur les structures d'autorité dans les groupes ne signifient pas leur fin, mais ils constituent plutôt la base de l'émancipation au sein des organisations. Les hiérarchies doivent être supprimées de manière ciblée. En assumant des tâches, en accumulant des expériences pratiques et en transmettant des connaissances, tou·ste·s les participant·e·s doivent, dans la mesure du possible, apprendre à devenir des personnes répondant du groupe et responsables de celui-ci. (Ce sujet est également abordé dans Arranca! n°1).

Rotation et délégation

Nous considérons que la rotation est un bon moyen pour réduire la division hiérarchique du travail. Certes, tout le monde ne doit pas être capable de tout faire et il doit aussi y avoir des groupes fermés (par exemple, dans un contexte de répression), mais pour le reste, nous pensons qu'il est judicieux que chacun·e ait déjà assumé les tâches les plus diverses. Il ne faut jamais que dans une organisation de gauche, les un·e·s écrivent des tracts que les autres distribuent. L'année dernière, il nous est cependant apparu clairement que la rotation implique un effort beaucoup plus important, car il faut sans cesse transmettre les expériences et les connaissances. Qui plus est, nous considérons bien sûr que le principe de délégation est judicieux s'il rend le travail plus agréable et plus efficace dans un cadre plus restreint. Se rapporter à des réunions plus larges est toutefois nécessaire pour éviter la rupture (Verselbständigung) face au groupe.

3. Quel pourrait être le processus de formation de l'organisation ?

Une voie médiane

Le processus de formation d'une organisation doit trouver un juste milieu entre deux extrêmes.

- Elle ne doit pas être une création schématique et détachée passant par l'adoption d'une plate-forme et la fixation de structures et de statuts réfléchis autour d'une table composée de «spécialistes éclairés» ;
- ...Ni l'attente collective qu'émerge un contexte révolutionnaire et que celui-ci s'agrège de manière organique. L'émergence de groupes locaux et de structures nationales doit être forcée de façon réfléchie (bewusst). En

ce sens, nous considérons que l'idée d'un processus de réseautage progressif n'est pas adapté à la création d'une organisation.

Après une année avec l'Initiativ Linke Organisation (ILO⁵), nous ne pensons plus qu'un processus de formation d'organisation doit être encouragé en priorité par des discussions au niveau fédéral. L'ancrage régional des groupes locaux doit être au cœur du processus d'organisation. Leur pratique politique doit toujours déboucher sur des initiatives au niveau national. De telles expériences communes, par exemple une campagne contre le FAP⁶ ou une manifestation nationale contre la criminalisation, rendent les discussions possibles. Celles-ci sont ancrées politiquement, c'est-à-dire qu'il s'agit de réflexions théoriques devenues pratiques. Ainsi, nous croyons que les débats de fond sur des questions fondamentales font partie du processus d'organisation, mais nous ne pensons plus qu'ils puissent être le point de départ. Dans l'Antifaschistische Aktion-BO, cela a été résolu de manière tout à fait positive: en plus de la discussion sur la pratique concrète, en partie différente selon les régions, et des efforts pour des campagnes nationales, il y a, à chaque réunion de travail, des discussions théoriques sur la base de textes à thèses numérotés qui circulent entre les membres. Celui-ci est discuté aussi bien dans les groupes locaux que lors des réunions de délégué-e-s au niveau national.



4. Comment se présente notre propre travail en public? Quelle est notre relation avec les médias de masse? Quel pourrait être le processus de formation de l'organisation?

(Dans le dossier du numéro 2 d'Arranca, nous avons expliqué en détail pourquoi nous considérons qu'un travail médiatique est absolument nécessaire, même dans les médias bourgeois. Nous le mentionnons ici pour y référer).

5) Quelle est la relation entre notre approche organisationnelle, les groupes de femmes et les groupes migrants?

Organisation spécifique

Par rapport aux groupes de femmes et aux groupes migrants, il ne suffit pas de soutenir une politique d'ouverture. Il doit être clair pour nous que la réticence ou le refus envers nos initiatives partagé par un bon nombre de ces groupes repose sur des expériences d'organisations mixtes. L'organisation autonome en tant que migrant-e-s ou en tant que femmes n'est pas une scission interne. Plutôt, c'est une forme d'organisation politique autonome qui repose sur l'expérience que les intérêts spécifiques ne sont pas pris en compte dans les structures mixtes ou qu'un développement parallèle n'y est pas possible.

En raison des expériences négatives dans des contextes mixtes, nous sommes favorables à ce que des démarches soient entreprises de notre côté pour aller vers des groupes de femmes et des groupes migrants. Cela signifie chercher le débat, c'est-à-dire la critique des formes d'organisation mixtes et, surtout, se comporter afin d'avoir une pratique active par rapports aux différents rapports d'oppression. Il doit ressortir de notre travail politique que nous combattons tous les rapports d'oppression et pas seulement certains aspects du système existant (par exemple l'exploitation capitaliste). Il est certes un peu malheureux de voir aujourd'hui de nombreux tracts aligner tous les «antis» existants, mais l'intention qui se cache derrière cette pratique maladroite est la bonne: notre lutte a de nombreuses racines, de nombreux obstacles, de nombreux adversaires. Dans ce contexte, nous pensons qu'il est clair qu'une organisation politique doit pouvoir être contactée pour offrir son soutien, et ce même si les enjeux politiques entourant ce soutien sont formulés par d'autres.

- Les organisations devraient offrir des règles ou des garanties pratiques aux groupes non-mixtes. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra peut-être un jour regagner la confiance perdue;

- S'ils sont souhaités, l'organisation autonome au sein d'une organisation politique et les quotas devraient être possible et aller de soi; ils n'ont pas besoin d'une raison extérieure;
- Les textes doivent être rédigés en différentes langues;
- Dans une organisation, une compensation financière doit être mise en place pour soutenir les personnes défavorisées (clandestins, femmes moins bien payées, etc.);
- Lorsqu'on travaille avec des personnes migrantes, il doit être clair qu'une action antinazie puisse entraîner leur expulsion, ce qui signifie que les personnes titulaires d'un passeport de la zone euro doivent, le cas échéant, assumer leurs tâches;
- Les femmes doivent pouvoir décider entre elles si un homme par lequel une femme se sent menacée doit être exclu des structures mixtes;
- Nous devons tenir compte, lors de la construction d'une organisation, des expériences vécues par les femmes et les migrant-e-s (femmes pendant les guerres de libération qui ont ensuite été « autorisées » à retourner au foyer; migrants partisans français qui ont été littéralement vendus par la direction du parti communiste, etc.) et surtout les transmettre aux nouvelles personnes moins politisées.

6) Quelle est l'importance du contexte international dans notre approche ?

Démystification des « figures de chefs »

La libération ne peut pas être un projet national. Tant que les gens seront emprisonnés, il n'y aura pas d'îlots de bonheur. En raison des rapports d'exploitation internationaux, nous ne pouvons pas nous limiter, en tant que gauche, à faire de la situation ici en RFA un thème isolé. De plus, la mondialisation du marché mondial et les nouveaux moyens de communication ont conduit à l'échec des projets politiques qui se limitent aux frontières nationales. Il est donc évident que l'internationalisme doit être un élément porteur de notre organisation.

Nous ne voulons pas répéter la relation non-critique que de nombreux gauchistes ont entretenu et entretiennent encore avec les mouvements de libération du Tricontinent. La coopération internationale exige les mêmes conditions de collaboration que dans son propre pays: honnêteté, participation aux discussions, critique et, si les projets ne sont pas compatibles, rupture. Dans le travail de solidarité avec l'Amérique centrale, le FMLN et le FSLN⁷ ont été acclamés, alors que les discussions internes à ces groupes n'a pas été

suivie avec attention et que la social-démocratisation de grandes fractions était ignorée. Il en va de même pour la Palestine, la solidarité avec le Kurdistan, les relations avec les États socialistes réels. La gauche de la RFA n'a cessé de se chercher des « figures de chefs » forts auxquels elle pouvait s'accrocher. Les arguments contre cette tendance ont été qualifiés de « chauvinisme métropolitain », on a reproché le « manque de solidarité ». Nous voyons certes le danger du « chauvinisme métropolitain », mais nous rejetons également le soutien non critique à tout ce qui semble anti-impérialiste ailleurs.

Bien entendu, nous devons accorder de l'importance aux critiques à notre égard, voire les revendiquer. De plus, la position désormais largement répandue selon laquelle tout nationalisme de libération ne mérite pas d'être soutenu nous semble également erronée. De nombreuses organisations nationalistes anti-impérialistes dans le Tricontinent (par exemple au Kurdistan) ou dans la périphérie (le pays basque, l'Irlande du Nord) continuent de représenter des fractions du peuple parmi les plus progressistes et sont les garantes d'une politique antiraciste et socialiste sur place.

En ce sens, nous devons chercher la coopération internationale dans différents mouvements et organisations. Ceci se fait en fonction des conditions diverses, il peut s'agir aussi bien d'entraides communautaires que de travail avec des syndicats, des organisations politiques ou bien de supports à des guérillas. La question essentielle est de savoir dans quelle mesure une discussion politique est possible. Ni l'anti-impérialisme ou l'anticapitalisme, ni le fait de partager quelques orientations de base ne sont des critères qui seuls sont suffisants.

Le fait qu'il existe différentes conceptions du nationalisme est désormais bien connu et devrait continuer à être discuté.

7) Comment les personnes moins politisées peuvent-elles être impliquées dans le processus d'organisation ?

Plus de « conscience de notre mission » (Sendungsbewusstsein)

Pour nous, l'intégration de nouvelles personnes représente une base de notre travail. L'ouverture aux autres et le désir de s'organiser avec d'autres sont indispensables à notre succès. Pour cela, la gauche doit se présenter dans le monde avec une « conscience de sa mission » plus grande, avoir un aspect plus « missionnaire » que ce qui est courant dans les milieux autonomes.

⁷ Organisations de gauche au Salvador et au Nicaragua.

Concrètement, il faut avoir une présence tournée vers l'extérieur, une adresse pour nous contacter connue du public, il faut faire des entretiens d'introduction avec les personnes intéressées, etc. Tout cela est nécessaire.

Il ne suffit cependant pas de proposer théoriquement la collaboration à de nouvelles personnes. Il faut leur donner la possibilité de s'impliquer activement dans le travail et de s'épanouir. C'est pourquoi la seule possibilité de participation à des réunions ne suffit pas.

En principe, il faut éviter la formation de hiérarchies dans les groupes entre les personnes expérimentées et celles qui ne le sont pas. Ainsi, les nouveaux·elles venu·e·s, mais aussi les membres « plus âgé·e·s » du groupe doivent être prêt·e·s à apprendre, à transmettre leur savoir, à accepter et à partager les critiques. Il est également important de tenir compte des différents caractères des personnes. Tout le monde n'apprend pas à la même vitesse, tout le monde ne s'intéresse pas à la même chose, et surtout, tout le monde ne veut pas la même chose d'un groupe : chez certain·e·s, c'est le désir de lien social qui prévaut, chez d'autres, ce sont les objectifs politiques. Les deux sont nécessaires.

Aussi, nous pensons qu'il est important qu'un groupe politique se sente responsable des problèmes quotidiens. Par exemple, si un jeune de chez nous n'obtient pas de place pour une formation professionnelle, le conseil « organise-toi contre le capital et lutte » n'est d'aucune aide. En tant que personnes politiques, nous devons aussi essayer de gérer des problèmes concrets pour ceux et celles qui nous sont proches. La confiance dans le fait que l'organisation fait réellement avancer les choses s'accroît souvent davantage avec de petits succès de ce genre qu'avec des manifestations dont le résultat reste peu concret pour les participant·e·s. C'est justement lorsque les gens commencent à s'organiser qu'ils et elles cherchent plus qu'un simple accord sur les analyses politiques.

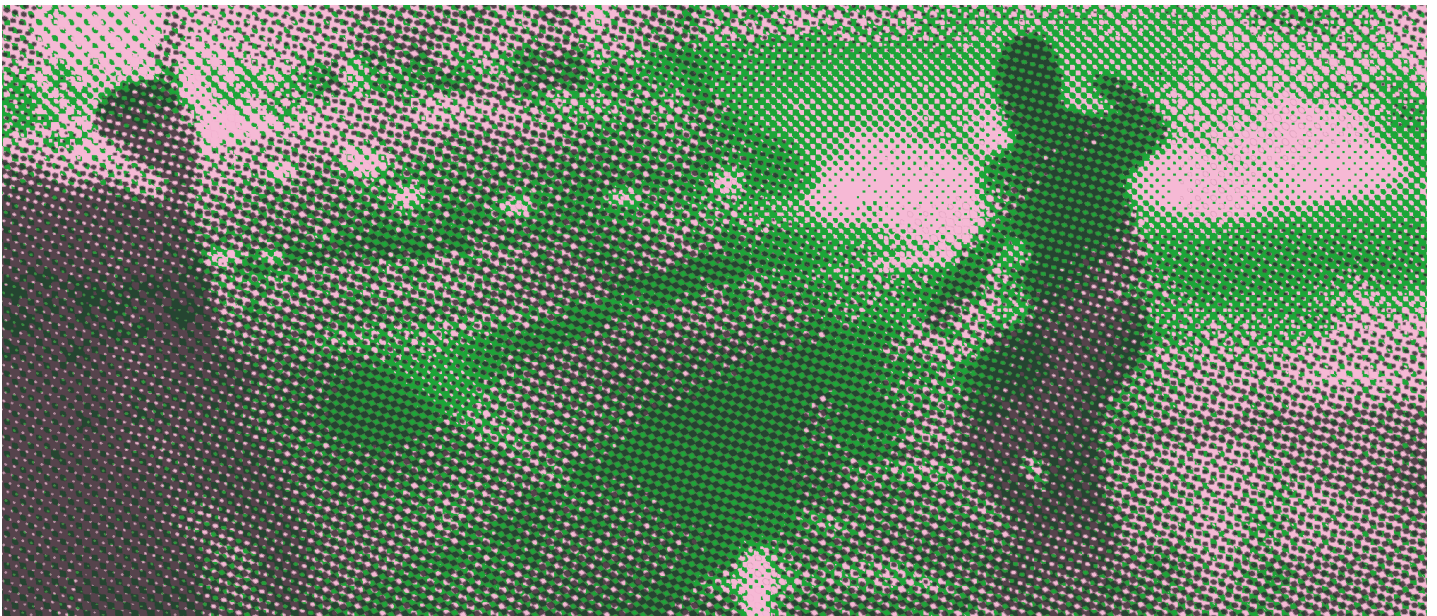
(...) Je connais bien sûr très peu la réalité en RFA. Mais ce qui me paraît le plus important, c'est que la gauche fasse davantage avec la population, qu'elle cesse de parler des « gens normaux » comme si ils étaient extérieurs et qu'elle se reconnaisse enfin comme faisant partie de cette société. Cet argument selon lequel il faut se démarquer pour être de gauche me semble totalement insensé.

D'autre part, la gauche est désorganisée. Cela a des avantages et des inconvénients. L'autonomie de la gauche ouest-allemande lui a donné une grande vitalité, elle ne s'est pas effondrée lorsque le socialisme réel est tombé. C'est très positif. Indépendamment du fait que son nombre soit grand ou non, la gauche ici est vivante. La taille n'y joue qu'un rôle secondaire.

Le côté négatif, c'est l'éclatement en petits groupes disparates. La gauche de la RFA est très sectaire, même chez les autonomes. La question est donc de savoir comment maintenir cette autonomie multiple tout en rassemblant les forces autour d'objectifs communs.

Vous devriez apprendre à aller de l'avant avec les différences, tout en travaillant en étroite collaboration. Si vous y parveniez, ce serait une synthèse assez intéressante.

(Citation tirée de l'interview avec Eleuterio Ferncindez Huidobro, membre des Tupamaros de l'Uruguay, dans Arranca n°3)





PREMIÈRE LIGNE



premiereligne.info



[premierelignecollectif](https://www.instagram.com/premierelignecollectif)

De Montréal à Gaza

STOP



LA NATURE HUMAINE: BÊTE NOIRE DES ANARCHISTES

Série Lignes libertaires #1

Ana

Préambule

Depuis plusieurs années, nous constatons à Tio'tia:ke (Montréal) une quasi-absence de textes mettant de l'avant des efforts de vulgarisation et d'innovation en théories de l'anarchisme qui s'inscrivent dans le contexte social actuel. Entre leurs textes anticoloniaux, écologistes, anticapitalistes, voire syndicalistes, les anarchistes des environs accordent peu d'énergie à partager leurs connaissances relatives à la pierre angulaire soutenant leur édifice théorique: l'anarchisme. Cela est dû à plusieurs facteurs, notamment l'absence – jusqu'à tout récemment – d'organisations ouvertement anarchistes ayant la propagation des principes libertaires au cœur de leurs objectifs; cela entraîne des conséquences considérables sur le mouvement libertaire. S'il est possible de militer sans comprendre l'ensemble du bagage théorique que porte le socialisme, nous croyons que maîtriser les bases théoriques fondamentales à notre mouvement le rend plus fort et nous aide à agir conformément à nos idéaux. Dans sa série Lignes libertaires, Première ligne souhaite participer à une amélioration de la situation actuelle à Tio'tia:ke en proposant des articles d'introduction aux principes anarchistes, puis en les appliquant au milieu montréalais. Dans ce premier article, nous explorons la notion de nature humaine.

L'être humain est-il naturellement bon ou naturellement mauvais? Si les anarchistes s'organisent contre l'État, serait-ce parce que l'être humain, sans État, tend naturellement à faire le bien autour de lui et à collaborer de manière harmonieuse? À l'inverse, l'opposition des anarchistes à l'État découlerait-elle de la pensée que l'être humain soit naturellement mauvais, puisqu'à la minute où on lui offre du pouvoir, il ne peut résister à son égoïsme et prend des décisions contraires aux intérêts des gouverné-e-s? La question de la nature humaine traverse la tradition anarchiste depuis ses balbutiements. Cette question nous semble digne d'intérêt et souvent mal interprétée par certaines critiques de l'anarchisme. Cet article entend explorer ladite question et proposer quelques pistes de réflexion.

Une nature humaine remplie de bonté?

Tant chez les détracteurs de l'anarchisme que chez les personnes y étant moins initiées, il n'est pas rare d'entendre cette idée que les anarchistes seraient optimistes à outrance vis-à-vis de la nature de l'espèce humaine. Ces personnes soutiennent qu'en réalité, si on abolissait l'État et ses institutions punitives, un chaos de violence se déchaînerait et les individus seraient plongés dans un combat perpétuel pour survivre, où les plus forts domineraient le reste de la société. La plupart du temps, cela s'inscrit dans un discours qui vise à dépeindre l'anarchisme comme un projet de société naïf et détaché de la réalité. Ce genre de rhétorique donne aussi la possibilité à nos adversaires politiques d'éviter d'avoir à se prononcer sur les critiques que nous adressons à l'ordre actuel des choses en revenant systématiquement sur notre naïveté. Au mieux, cela témoigne d'une mauvaise compréhension des théories de l'anarchisme; au pire cela s'avère une stratégie réactionnaire pour couper l'herbe sous le pied des révolutionnaires.

Il est vrai que si l'on creuse dans les textes fondateurs de l'anarchisme au XIXe siècle, on peut sans difficulté y trouver des passages optimistes à l'égard de notre espèce et ses capacités. Par exemple, le naturaliste Pierre Kropotkine, dégoûté par le discours conservateur de Hobbes voulant que sans État, l'homme soit « un loup pour l'homme », fait le pari d'étudier des espèces animales non humaines afin de justifier son

analyse des sociétés humaines. Kropotkine en tire notamment la conclusion que l'entraide a historiquement constitué un facteur d'évolution et que, laissé-e-s à elleux-mêmes, les humain-e-s doivent nécessairement s'entraider s'ils veulent survivre. On peut aussi retrouver cet optimisme dans les écrits de Bakounine, qui s'oppose farouchement à l'organisation scientifique de la société par un gouvernement composé de savants patentés, et défend plutôt l'organisation politique spontanée pour et par les travailleuses, qui éviterait au maximum possible l'autorité figée par des textes de loi. Fort est à parier que ces anarchistes auraient vu dans les exemples récents de lendemains de catastrophes naturelles tel que l'ouragan Katrina en 2005 des confirmations que les humain-e-s n'ont point besoin de l'État pour s'entraider et coopérer.

Les anarchistes veulent-ils dire que l'espèce humaine est naturellement bonne? Pas exactement. En fait, si nous étions naturellement bon-ne-s, nous n'aurions aucune raison de craindre un quelconque gouvernement, puisque celui-ci serait dirigé par des individus fondamentalement bons. Or, chaque jour, nous luttons face à des individus immondes, exploiters, profiteurs et hypocrites qui n'hésitent pas à utiliser tous les moyens les plus vils en leur possession pour nous écraser. Si ceux-ci étaient naturellement bons, alors il faudrait conclure que l'état actuel des choses (la structure sociale, les contingences historiques, la décadence civilisationnelle) dénature l'être humain, corrompt sa nature et le transforme en son antithèse: un être qui se nourrit de



l'exploitation plutôt que de la coopération. Or, cette conclusion pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. En effet, serait-il juste de qualifier notre bonté comme naturelle si cette dernière est autant largement influençable ; en d'autres mots, comment une personne parfaite, bonne jusque dans son être le plus profond, pourrait-elle à la fois porter la possibilité d'être à ce point corrompue ? Comment une société d'individus essentiellement bons s'agence-t-elle à l'opposé de leur nature ? Comment ce « mal » pouvait-il ne pas être en puissance chez celles et ceux qui l'ont produit ?

Les positions sociales des individus influencent leurs actes et pensées et nulle nature humaine n'a su nous prémunir contre les tendances structurelles. Nous, anarchistes et marxistes, préférons parler de rapports *sociaux* plutôt que naturels. Les États et les classes sont avant tout des réalités sociales qui se manifestent et évoluent en fonction de rapports matériels qui ne nous semblent pas gagner à être rapportés à notre nature, bonne ou mauvaise. En d'autres mots, si nous avons les États et les bourgeois aujourd'hui, ce n'est pas parce que nous en avons besoin pour encadrer une quelconque nature, mais parce qu'une frange privilégiée de la population a développé des intérêts à la production et la reproduction de cet ordre social. Prétendre le contraire mène nécessairement au fatalisme le plus total et à l'acceptation absolue de l'état actuel des choses.

La question initiale demeure tout de même : si les États et le capitalisme devaient disparaître, serions-nous naturellement porté-e-s à l'entraide ? Nous ne sommes pas si dupes. Il faudrait avoir une piètre compréhension du tort que l'État et le capital ont causé à nos communautés pour penser que tout serait naturellement harmonieux s'ils disparaissaient. Les différents groupes que l'on associe aujourd'hui au crime organisé, les corps de police dissous et l'armée sont bien trop forts et auraient tout avantage à mettre en place une organisation politique fascisante pour remplacer à leur bénéfice les gouvernements actuels. Par ailleurs, la plupart d'entre nous avons intériorisé le fait de déléguer la gestion du commun aux dirigeants politiques et économiques et il est fort à parier que sans une lutte acharnée nous reproduirions un modèle d'organisation politique bien loin de nos idéaux. Voilà pourquoi nous ne souhaitons pas leur disparition, nous voulons leur abolition. C'est avec nos armes, notre détermination, notre solidarité et la camaraderie que nous aurons développées dans la lutte que deviendra possible l'avènement d'une société nouvelle sans État, et non en raison de notre nature.

...ou égoïste et sanguinaire ?

Quant à l'idée que nous serions naturellement mauvais-e-s, nous croyons qu'elle manifeste une compréhension erronée de la critique anarchiste à l'égard de l'État. Lorsque les anarchistes s'opposent au relais de la gestion des choses à un État bureaucratique centralisé, iels ne le font pas en soutenant que les humain-e-s sont naturellement mauvais-e-s, mais plutôt parce que l'appareil étatique en tant que moyen d'organisation sociale porte en lui des orientations politiques

que nous jugeons non souhaitables. L'histoire des gouvernements révolutionnaires communistes nous le démontre assez bien : en déléguant la tâche de gérer la société à un organe centralisé, la flamme révolutionnaire s'éteint tranquillement au sein des masses et les gouvernements tendent à s'installer de manière durable plutôt que transitoire. Les fonctionnaires et les haut-e-s placé-e-s en viennent à former une classe particulière qui développe des intérêts qui lui sont propres et qui ne sont souvent pas les mêmes que ceux des gouverné-e-s, même sous un régime socialiste. Les réflexions anarchistes sur l'État n'impliquent pas nécessairement que la nature humaine soit égoïste, mais incarnent plutôt une mise en garde contre le potentiel de l'État en tant qu'appareil politique.

D'un point de vue philosophique, Bakounine a souligné l'incohérence de l'état de nature chez Hobbes abordé précédemment : si les individus sont naturellement en prédation les uns face aux autres, comment en sont-ils arrivé-e-s à développer du lien social suffisant pour mettre en place un État Léviathan d'une telle ampleur ? Nous devons nous débarrasser des vieilles rhétoriques qui visent à justifier l'ordre actuel des choses et toutes ses violences par des théories à la fois indémontrables, enchaînées au ciel des idées et qui prétendent caractériser universellement et indépassablement l'être humain.

L'anarchie dans la nature

Plutôt que naturellement bonne ou naturellement mauvaise, il semble ainsi plus juste de dire que nous accomplissons à la fois du bon et du mauvais ou, pour le dire autrement, que nous ne sommes ni fondamentalement bon-nes, ni fondamentalement mauvais-e-s. Nous avons toutes à la fois les capacités de causer du tort et du bien, tout comme nous avons toutes un potentiel de transformation. Concevoir l'être humain avec une nature précise fige l'être existant dans une essence, c'est-à-dire dans quelque chose qui lui est propre et qui serait immuable, impossible à renverser. L'optimiste quant à la nature humaine nie les rapports de pouvoir se produisant et reproduisant au sein des classes et le potentiel dévastateur de l'espèce humaine. Du côté pessimiste, on enchaîne les individus dans leurs passions les plus horribles tout en les privant de toute possibilité de les dépasser autrement que par l'instauration d'une autorité supérieure pour les contrôler.

De toute façon, prétendre avoir saisi la nature de l'espèce humaine demeure et restera une absurdité essentialisante, réductrice de l'hétérogénéité de l'expérience humaine et de nos rapports. La vie individuelle et collective de notre espèce révèle une complexité dont nous ne pouvons assurer avoir trouvé la clé. Nulle science, nulle religion et nulle personne ne peut insinuer avoir saisi la nature de l'être humain sans avoir recours au dogmatisme ou à la malhonnêteté. Fixer la nature de l'espèce humaine constitue une assertion grossière et un acte théorique accordant beaucoup de pouvoir

au discours qui, par le fait même, entend déterminer ce qui relève du possible et de l'impossible pour les individus concernés.

Face à ce genre de discours, nous choisissons de concevoir l'être humain non pas comme ayant une essence fixe, mais comme étant profondément insaisissable, en perpétuel mouvement et qui, dès que nous croyons en avoir compris quelque chose, ne cesse de nous surprendre, de nous émerveiller et de nous décevoir. Nous ne sommes après tout que le résultat d'une chaîne interminable de transformations chimiques, biologiques, humaines et sociales, et nous continuerons de nous transformer au fil du temps. Les outils avec lesquels nous jugeons de notre nature évoluent eux aussi et il est fort probable que nous tirerons des conclusions différentes de notre lecture actuelle des choses dans un futur plus ou moins rapproché.

Conclusion

Les ébauches de réflexions sur la nature humaine abordées dans cet article relèvent de l'ontologie, soit l'étude de l'être. Nous croyons qu'il est important de faire vivre ces réflexions au sein du milieu anarchiste. En effet, nous reprocher d'avoir une foi absolue dans la nature humaine, considérée comme bonne ou mauvaise, représente une arme rhétorique utilisée à maintes reprises par nos détracteurs pour à la fois délégitimer nos idéaux et trouver une porte de sortie face aux critiques anarchistes de l'état actuel des choses. Nous croyons qu'il est important de développer des outils à la fois théoriques et pratiques qui démontrent que l'anarchie et le communisme ne mettent pas en scène des rapports naturels de bonté, mais représentent plutôt les fruits de luttes actives, d'essais et d'erreurs, de persévérance, de volontarisme, de solidarité et d'action. Nous ne sommes pas naïfs, nous savons que la lutte anarchiste communiste sera difficile et accidentée. Nous croyons tout de même que la lutte révolutionnaire demeure le seul moyen de nous émanciper de notre situation actuelle. Ceux qui défendent le réformisme contre la naïveté révolutionnaire manquent sans doute d'ambition et se condamnent à l'ordre existant, ce qui nous est insupportable. Nous devons d'ailleurs accepter que notre solidarité doive de plus en plus se manifester en dehors des sphères institutionnelles, qui ne sont absolument pas capables d'amortir les résultats de leurs politiques écocidaire.

Il est important de souligner avant de conclure que les rhétoriques liées à la nature humaine ne servent pas uniquement la lutte contre l'anarchisme. En fait, ce genre de discours sert systématiquement les conservateurs et autres réactionnaires devant toute lutte progressiste, qu'elles viennent des mouvements féministes, queers, antiracistes ou encore anti-capacitistes. On peut penser en ce sens aux antiféministes qui ne cessent d'insister sur une complémentarité entre deux sexes: d'un côté, celui masculin naturellement fort, téméraire, manuel; de l'autre celui féminin, révélant fatalement de la douceur, de la maternité et de la bienveillance. On peut

aussi penser aux rhétoriques racistes soutenant que les personnes racisées soient «naturellement paresseuses ou violentes». S'attaquer à l'existence d'une quelconque nature humaine ouvre ainsi les possibles au sein d'une pluralité de luttes: cela révèle l'aspect social des rapports d'exploitation, de domination et d'oppression et permet leur dépassement.

L'acte de fixer l'être dans une nature quelconque incarne en soi une négation totale de l'agentivité individuelle et de la transformation de l'être. En tant qu'anarchistes, nous croyons qu'il est possible individuellement et collectivement de se transformer pour le mieux, à la lumière d'expériences, de réflexions et d'actions. Sans doute, une révolution parsemée de hauts et de bas, de victoires et de défaites, de violence et de réparation nous sépare de l'anarchie, mais notre nature n'a rien à voir là-dedans.

Si nous étions naturellement bonnes, ce serait déjà l'anarchie... Hélas, nous devons lutter pour la gagner.



SUJET RÉVOLUTIONNAIRE ET PROLÉTARIAT

Problématisation et réflexions critiques

Caute

C'est au déploiement et à l'exploration d'une problématique particulière de la réflexion stratégique révolutionnaire que ce texte s'occupe : celle du sujet révolutionnaire. Notre difficulté concrète à constituer une force active autonome capable de défier l'État et construire de véritables alternatives au capitalisme est concernée au premier plan par cette problématique. Pour réfléchir en profondeur cet enjeu, il est nécessaire de passer par un certain niveau d'abstraction. En construisant une problématique autour de la notion de sujet révolutionnaire et en se penchant sur une approche à cette problématique hérité des écrits de jeunesse de Karl Marx, une des ambitions de ce texte est d'approfondir la réflexion théorique d'un problème pratique majeur : comment aborder le défi immense mais vital de la massification du mouvement révolutionnaire ?

1. Présentation de la problématique du sujet révolutionnaire

La problématique ici présentée concerne directement la stratégie révolutionnaire, c'est-à-dire la pensée qui se préoccupe des conditions et des moyens de réalisation de la révolution. En tant que phénomène social de large envergure, la révolution implique tout un champ de forces et de figures qui l'initient et la structurent. La problématique du sujet révolutionnaire conduit à une interrogation sur ce qu'est la nature de l'acteur principal du fait révolutionnaire au sens de l'entité collective qui est concerné au premier plan par la transformation radicale de l'ordre existant. Le sujet révolutionnaire est l'acteur humain collectif qui entretient une relation privilégiée avec la révolution. La nature de l'acteur en question, notamment son rapport avec des classes sociales, ainsi que la nature de son rapport avec la révolution, en tant que possibilité ou en tant que nécessité, constituent entre autres ce qui est réfléchi dans le cadre de la problématique du sujet révolutionnaire.

Cette problématique ne se présente pas sans admettre, implicitement ou explicitement, certaines prémisses. Une de ces prémisses est que les révolutions ne sont pas des événements qui émergent et évoluent selon une logique indépendante aux acteurs qui y participent. Les réflexions, décisions et comportements des forces vivantes impliqués dans la réalisation des révolutions sont déterminantes pour l'apparition, le développement et l'issue de celles-ci. Ceci ne vise pas à nier que la révolution a une certaine logique qui lui est propre et qui peut agir à l'insu de ceux qui s'en revendiquent ou ceux qui s'y opposent.

Ce texte appartient donc plutôt à la théorie qu'à la stratégie, mais il vise ultimement à constituer une problématique du sujet révolutionnaire et d'indiquer, par la présentation et la critique d'une approche de celle-ci, une approche générale qui rende possible d'en faire une partie intégrante de notre pensée stratégique pour définir des tactiques qui élargiraient les luttes sociales à de plus larges pans des populations subalternes afin de constituer une véritable opposition populaire au monde du Capital.

2. Une approche déterminante de la problématique du sujet révolutionnaire : le prolétariat dans les écrits de jeunesse de Karl Marx

Dans une perspective générale qui nécessiterait de plus amples précisions, il pourrait être dit qu'un des traits distinctifs de l'approche intellectuelle de Karl Marx, qui se manifeste dans son approche de la notion de prolétariat, est ce que nous pouvons nommer un souci d'effectivité. Il faut entendre ici par souci d'effectivité un engagement théorique pour une saisie toujours plus concrète de la réalité dans son propre mouvement, au-delà et contre les abstractions simplificatrices et déformantes. C'est le Marx de la « critique impitoyable de tout l'ordre établi »¹, le Marx ennemi de tous les dieux, celui qui a partiellement été éclipsé par la rigidification et la réduction de sa pensée à un système clos par certains régimes qui se sont revendiqués de lui au 20e siècle. Mais il faut aussi entendre ce souci d'effectivité de l'autre côté dans sa dimension pratique au sens d'une volonté soutenue pour la production d'effets tangibles sur le monde en vue de sa transformation. C'est en particulier ce volet pratique du souci d'effectivité animant la pensée de Marx qui participe à le conduire vers une forme de théorie du sujet révolutionnaire. Marx s'est attelé à la transformation du monde, et c'est cet engagement pour changer les conditions fondamentales de la vie des êtres humains existants qui

détermine sa conscience lucide maintes fois exprimé que la « force matérielle ne peut être abattue que par la force matérielle » et que, aussi théoricien soit-il, « l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes »². Il faut agir sur le monde de manière à l'affecter afin de le transformer réellement. Ce qu'il reproche au fond sous le titre d'idéalisme aux jeunes hégéliens dans sa fameuse critique contenue dans *L'idéologie allemande* (1848) est de ne s'attaquer qu'aux idées qui sont produites et entretenues par le monde destructeur du capital sans jamais s'attaquer directement à ce dernier. Ce trait qui leur est propre est ce qui fait de ces « critiques » isolés absorbés dans les idées non pas des révolutionnaires comme ils le prétendent eux-mêmes mais « les plus grands conservateurs »³.

Comme le suggère fortement la structure et le contenu de l'introduction à la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* (1843), c'est précisément en réfléchissant sur la possibilité et la forme d'une force matérielle capable d'abattre la force mortifère que constitue le régime du capital que Marx énonce les premiers éléments de ce qui mérite d'être considéré comme une tentative de théorie du sujet révolutionnaire. Cette théorisation se fait autour d'une notion clé qui deviendra absolument centrale dans la suite de l'œuvre de Marx : celle de prolétariat. Il ne s'agit pas d'une notion absolument nouvelle, ni pour la tradition occidentale, ni pour les intellectuels de gauche en Allemagne de l'époque. Toutefois, la reprise critique et le développement autour de ce terme chez Marx est certainement un des plus originales et un des plus influents historiquement, de sorte qu'aujourd'hui le terme lui est presque systématiquement accolé. C'est dans les premiers écrits de Marx, notamment la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* (1843) mais aussi la *Sainte-Famille* (1845) et *Misère de la philosophie* (1847), que ce terme apparaît véritablement dans le vocabulaire marxien et reçoit ses développements les plus originaux et philosophiquement riches. En caractérisant le prolétariat dans ses premiers écrits comme une classe à venir qui possède, malgré ses caractéristiques particulières, un caractère universel et une mission historique unique, Marx apporte une certaine réponse à la problématique du sujet révolutionnaire exposée plus tôt.

Le prolétariat doit être compris comme occupant la fonction d'un sujet révolutionnaire dans la théorie de la société capitaliste et de son renversement chez le jeune Marx dans la mesure où il désigne une partie du corps social, une classe en l'occurrence, qui possède, en raison de sa nature, un rapport unique à la révolution, c'est-à-dire un rapport de nécessité. Causée par sa position dans les rapports de production capitalistes, le prolétariat est pour Marx une classe qui a la caractéristique unique d'être contrainte ultimement

1 Karl Marx, *Lettre à Ruge de septembre 1873*. Disponible en ligne. <https://funambule.org/lectures/social-%C3%A9conomie-politique/Marx-Engels/1843%20%20Marx%20%C3%A0%20Arnold%20Ruge%20-%20correspondance%20-%20.pdf>

2 Karl Marx, *Contribution à la critique de La philosophie du droit de Hegel*. Publication originale : 1843. Disponible en ligne. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1843/00/km18430000.htm#sdfootnote3anc>

3 Karl Marx, p.12 dans *L'idéologie allemande*. Publication originale : 1848. Disponible en ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/ideologie_allemande/Ideologie_allemande.pdf



par la nécessité du maintien de sa propre existence à s'insurger et à détruire la source de sa domination, c'est-à-dire la propriété privée, qui est simultanément le fondement de la société bourgeoise. En abolissant la propriété privée, le prolétariat s'abolit lui-même en tant que classe exploitée définie par son exclusion de la propriété privée et abolit du même coup la bourgeoisie à laquelle il s'oppose en tant que celle-ci est définie par sa détention de la propriété privée dans le cadre d'une opposition de plus en plus binaire générée par le capitalisme entre tout ceux qui ne possèdent rien et ceux qui possèdent tout⁴. De plus, par sa révolution, le prolétariat abolit le « pouvoir politique proprement dit »⁵ dans la mesure où l'autorité publique perd la signification d'être l'instrument de domination d'une classe sur une autre par lequel cette première impose ses intérêts et sa volonté sur la seconde.

Nous avons affirmé ci-dessus que le prolétariat était pour Marx une classe. Toutefois, l'ambiguïté du caractère de classe du prolétariat exige des précisions supplémentaires. Le prolétariat désigne effectivement, en un premier sens, une classe spécifique de la société bourgeoise. Cette classe a comme caractéristique principale, comme l'indique son nom tel que repris au vocabulaire juridique de l'Empire romain, de ne pas posséder de propriété. Cette classe n'existe pas de tout temps et sa « nature » n'est rien d'autre que la position qu'elle occupe dans le système des relations qui constituent l'essence de la société capitaliste. Toutefois, en un autre sens particulièrement pertinent en vue de ce qui nous intéresse dans ce texte, Marx indique aussi que le prolétariat est la négation ou la « dissolution de toutes les classes »⁶. Le

prolétariat ne serait ainsi pas vraiment une classe au sens strict du terme mais plutôt l'anti-classe, la destruction ou la décomposition en acte de toute classe. Il faut entendre cette idée en un double sens. D'abord, le prolétariat est la dissolution de toutes les classes au sens où il est ce vers quoi sont poussées toutes les classes antérieures appartenant à des modes de production du passé, qui sont maintenant anéanties de plus en plus par la bourgeoisie et l'imposition de son mode de production. Par l'expropriation des artisans et la privatisation des terres paysannes avec le développement de la propriété privée essentielles à l'émergence et à l'évolution du capitalisme, Marx affirme que l'ensemble des classes antérieures sont détruites et chutent dans une seule et même classe, le prolétariat. Celui-ci n'est donc pas réellement une classe dans le sens précis de ce terme puisque il n'est que l'effet du processus de décomposition de toutes les classes engendré par l'opération continue de destruction de toutes réalités sociales non-capitalistes que Marx lui-même désignera plus tard dans le *Capital* (1867) sous le titre d'accumulation primitive. Cette classe qui n'en est pas une s'oppose de manière de plus en plus franche à une classe spécifique qui est en quelque sorte, et inversement au prolétariat, la classe par excellence, c'est-à-dire la bourgeoisie ou la classe des possédants. Toutefois, le prolétariat désigne la dissolution de toutes les classes en un second sens en tant qu'il est déterminé ou contraint, au sens le plus fort du terme, à détruire la source de l'opposition de classe, c'est-à-dire la propriété privée, pour résister à sa négation matérielle constante par l'effet d'appauvrissement constant du système capitaliste sur les masses laborieuses. Dans la théorie de Marx, l'accroissement de la propriété ou de la richesse pour la bourgeoisie, en tant que finalité ultime du mode de production capitaliste, repose sur l'appauvrissement matériel et moral de la classe des prolétaires afin d'extraire de ceux-ci toujours plus de travail et un travail toujours plus productif. Sa position dans la totalité contradictoire qu'est la société bourgeoise en tant que contraire de la propriété privée ou de la richesse, donc en tant que pôle négatif et destructeur interne de la société bourgeoise⁷, fait qu'il est à la fois produit et présumé par la propriété privée, mais qu'il s'oppose à elle nécessairement dans le mouvement de son existence et tend vers son abolition. Le prolétariat a donc un caractère universel puisqu'il réalise effectivement la dissolution de toutes les classes particulières et détient une signification historico-politique insigne, étant le seul élément de la société bourgeoise destiné à abolir la propriété et donc à constituer un nouvel ordre social.

4 Sur cette idée d'une tendance à la simplification de la domination de classe avec le développement du capitalisme, exprimée en termes binaires d'une opposition entre la classe bourgeoise et le prolétariat, voir le *Manifeste du parti communiste* (1848): « Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'ère de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps opposés, en deux classes ennemies: la Bourgeoisie et le Prolétariat. »

5 Karl Marx, p.102 dans *Misère de la philosophie*. Publication originale: 1847. Disponible en ligne. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/06/misere.pdf>

6 Karl Marx, *Introduction à la Contribution à la critique de La philosophie du droit de Hegel*. Publication originale: 1843. Disponible en ligne. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1843/00/km18430000.htm#sdfootnote3anc>

7 Karl Marx, cf. « Note marginale critique no 2 », *La Sainte-Famille*. Publication originale: 1845. Disponible en ligne. http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/sainte_famille/sainte_famille.pdf

Les détails des démonstrations d'économie politique de Marx de l'époque ne sont pas d'une importance assez grande ici pour exiger d'être exposés dans toutes leurs particularités. Un point doit cependant être énoncé clairement. Le prolétariat chez le jeune Marx en tant que tentative implicite d'une définition de sujet révolutionnaire est compris presque entièrement comme un produit du développement du capitalisme. Ce caractère de produit ou d'effet inséparable du mouvement même du capital a un double sens qui reflète et exprime une distinction clé qui est présentée explicitement dans la *Misère de la philosophie* entre la classe en soi et la classe pour soi⁸. Le prolétariat est un produit du capitalisme, dans un premier sens en tant qu'il est constitué objectivement en masse laborieuse de l'industrie moderne par le mouvement initial et persistant d'expropriation et de privatisation essentiel au capitalisme. Autrement dit, le prolétariat est d'abord produit en tant que «masse» possédant une «situation commune» et des «intérêts communs»⁹. Mais le prolétariat est aussi un produit du capitalisme dans un deuxième sens plus complexe. Le processus d'accumulation du capital génère le prolétariat dans la mesure où il pousse la masse des travailleur·euse·s qu'il a constitué objectivement à s'unir et s'organiser ensemble pour lutter contre leur situation commune de misère dans laquelle il les rejette constamment. Le capitalisme constitue donc le prolétariat non seulement comme classe en soi, mais aussi, quoique indirectement et incomplètement, comme une classe pour soi ou une classe consciente de sa condition fondamentale, des causes de ses maux et des tâches pratiques qui lui incombent pour se libérer. Certaines interprétations importantes de l'œuvre de Marx, notamment celle de Lénine, insisteront sur le fait que c'est seulement indirectement et, surtout, partiellement que le capitalisme produit le prolétariat en ce deuxième sens comme classe pour soi. Selon ces interprétations, le prolétariat en tant que classe pour soi, c'est-à-dire le prolétariat en tant qu'il est apte à l'action révolutionnaire, ne peut pas émerger spontanément seulement à partir de la situation de misère dans laquelle il se retrouve en raison des mécanismes du capital. La conscience de classe doit être acquise par une longue lutte qui définira, déjà pour Marx lui-même de manière vague, mais plus précisément pour Lénine et ses successeurs, une partie importante de la pratique politique révolutionnaire anticapitaliste: diffuser et développer la conscience de classe des prolétaires, leur conscience de faire partie d'une classe qui est exploitée en tant que classe par une autre et dont la seule issue réelle est dans l'abolition de la propriété de cette classe antagoniste et sa socialisation.

Une des conséquences de la nature du concept de prolétariat en tant que sujet révolutionnaire est que le caractère révolutionnaire du prolétariat ne dépend pas de ce que pensent et font les prolétaires réels existants. Le prolétariat est ultimement déterminé à être révolutionnaire, il y a un élément

de nécessité ou d'inéluctabilité dans son rapport à la révolution en raison de son être fondamental en tant que classe dans son rapport avec d'autres classes dans un système de production fondé sur la propriété privée.

Bref, tel qu'il est exposé et caractérisé dans les écrits de jeunesse de Marx, le prolétariat peut être compris comme une forme de sujet révolutionnaire dans la mesure où il désigne une entité qui correspond d'une certaine manière à une classe de la société capitaliste qui a le rapport particulier avec la révolution de devoir nécessairement réaliser celle-ci en raison de sa position dans cette totalité contradictoire donnée dans laquelle il est posé. Celle-ci n'émerge pas de nulle part et ne constitue pas d'abord une idée dans le cerveau de quelconque philosophie. Elle est produite en tant que classe en soi par le développement même de la propriété privée – conjointement avec le travail organisé d'une part active et déterminée de la classe pour diffuser et solidifier la conscience de classe, ce qui sera conçu ultérieurement au sein des divers courants léninistes comme une des tâches principales de l'avant-garde organisée en un parti¹⁰, le prolétariat est en mesure de mener la révolution qu'il doit accomplir pour se libérer en détruisant la propriété privée, préparant ainsi la voie pour une société nouvelle.

3. Réflexions sur le concept de prolétariat et perspectives théoriques à explorer

C'est toujours avec et autour de la notion de prolétariat que nous croyons qu'il est le plus intéressant de réfléchir la problématique du sujet révolutionnaire. Simplement, nous croyons qu'il faut délimiter certaines interprétations moins pertinentes ou peu fonctionnelles.

Un premier aspect de l'interprétation courante du concept de prolétariat concerne le statut de celui-ci en tant que concept appartenant à une discipline ou un champ déterminé des sciences sociales. La localisation restrictive du concept de prolétariat au sein de disciplines comme l'économie politique ou, plus abstraitement, la sociologie devrait être remise en question. Le prolétariat ne doit pas être compris essentiellement ou uniquement comme une catégorie appartenant à l'étude de la société capitaliste pour ranger divers individus et groupes sociaux sur la base de certaines caractéristiques observables déterminées. Bref, le prolétariat ne se réduit pas complètement à un groupe déterminé d'êtres humains empiriques, que ce soit les ouvrier·ère·s d'usine ou même plus généralement les travailleur·se·s salarié·e·s. Sur le plan théorique, cette interprétation repose sur la thèse selon laquelle il y aurait un lien direct ou immédiat entre la

8 Karl Marx, cf. p.101, *Misère de la philosophie*. 1847. Disponible en ligne. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/06/misere.pdf>

9 *ibid*

10 Cette idée est synthétisée de manière particulièrement claire et dans une perspective critique par André Gorz. Voir p.24 dans André Gorz, *Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme*. Paris: Galilée. 1980.

possession de certaines caractéristiques observables, telles que la source de revenu, et la possession d'un caractère révolutionnaire spécifique. S'il est affirmé que le prolétariat n'est absolument rien de plus ou rien d'autre que la totalité des individus concrets qui travaillent au sein de grandes unités de production, par exemple, alors cela veut dire qu'il y a quelque chose d'intrinsèque dans le fait de travailler dans ce cadre qui rend nécessairement révolutionnaire. Cette prémisse mérite d'être mise en doute car elle tend à réduire entièrement l'appartenance à la catégorie de sujet révolutionnaire au fait d'exister objectivement d'une certaine manière au sein de la société tel qu'être salarié ou d'avoir un faible revenu. Cela minimise grandement le facteur subjectif de la relation consciente entretenue par les individus et groupes humains avec leurs conditions d'existence comme facteur déterminant du caractère révolutionnaire de ceux-ci. Les groupes humains concrets ne constituent pas des sujets révolutionnaires seulement en raison de la place qu'ils occupent dans des rapports sociaux déterminés, mais aussi en raison d'autres facteurs tels que la manière dont ceux-ci se comprennent et pensent consciemment leurs conditions. Un concept adéquat du sujet révolutionnaire doit être capable d'éviter une forme de réductionnisme radical en ne s'identifiant pas purement et simplement avec une catégorie de la population telle que la décrirait un sociologue ou une économiste¹¹.

Un deuxième élément présent dans de nombreuses interprétations du concept de prolétariat pourrait être désignée comme une forme de fatalisme dans le rapport entre le prolétariat et l'acte révolutionnaire. Cette thèse a connu une histoire forte au sein des discours de nombreux partis ouvriers. Cette interprétation peut être associée à un certain fatalisme, car elle n'affirme pas seulement que le prolétariat soit enclin ou poussé à faire la révolution, mais qu'il est inéluctable que celui-ci fasse la révolution. Peu importe qu'il le veuille ou qu'il en soit conscient, la révolution est son destin et il ne peut échapper à ce destin qu'en imagination. Cette interprétation est difficilement justifiable rationnellement ou empiriquement; elle appartient et est dépendante d'une philosophie téléologique de l'histoire qui peut difficilement être soutenue de manière convaincante sans s'appuyer sur une idée religieuse de la providence ou une métaphysique du progrès. La question n'est pas d'abandonner complètement l'idée d'une certaine forme de nécessité de la révolution pour le prolétariat, mais de préciser cette forme de nécessité. Ce qu'il convient de remettre en doute et éventuellement d'écarter est l'idée plus forte d'un « destin » révolutionnaire du prolétariat, qualifié comme « mission historique » ou « tâche universelle » en tant que porteur de la raison de l'histoire.

Quelles sont les pistes de réflexions à envisager pour se diriger vers l'établissement d'une signification réactualisée de ce terme?

D'abord, en ce qui concerne l'enjeu de l'identification complète du prolétariat à une catégorie de population, il faudrait se diriger vers une compréhension plus extensive et moins stricte du prolétariat. En mettant de l'avant une compréhension du prolétariat davantage en tant que rapport particulier que peuvent occuper des populations avec la totalité sociale, nous pourrions concevoir le prolétariat comme une posture déterminée dans laquelle pourrait se retrouver, arriver ou chuter certaines populations notamment sous l'effet de la paupérisation et de la précarité sans pour autant s'identifier purement et simplement avec certaines populations déterminées. En d'autres mots, le prolétariat pourrait être compris non pas essentiellement comme un certain groupe de personnes mais plutôt comme un rapport au monde social dans lequel peuvent se retrouver certains groupes de personnes. Ce rapport déterminé, cette posture par rapport à la société qu'est le prolétariat est celle contradictoire à la fois d'être la condition de possibilité en général de la vie sociale et ce qui est constamment niée par le cours ordinaire de cette même vie sociale. Il s'agit de toutes celles et ceux qui sont à la fois le support absolu de la société et ce qui est absolument insupportable pour la société, qu'elle tente d'appauvrir économiquement, détruire politiquement et délégitimer idéologiquement. Une telle définition permet de sortir d'une compréhension étroite du prolétariat qui identifie celui-ci uniquement à une classe ou un ensemble de classes.

Deuxièmement, en ce qui concerne le problème de l'interprétation fataliste du rapport entre prolétariat et révolution, l'enjeu ici est de définir un rapport du prolétariat à la révolution qui ne soit pas un rapport de destin ou de pré-destination fataliste, sans pour autant abandonner complètement l'idée d'une certaine forme de nécessité de la révolution pour le prolétariat. Deux significations possibles de cette nécessité non-fataliste se présentent immédiatement. Est-ce que cette nécessité de la révolution doit être envisagée d'abord ou ultimement en un sens matériel d'une exigence pour la survie face à la négation constante par les institutions et structures de la société ou en un sens davantage éthique d'une exigence de dignité et le désir d'une vie bonne? Nécessité de la faim ou nécessité de la vie authentique, atteinte des conditions matérielles d'existence adéquates ou désaliénation? Il convient de noter dès maintenant un problème possible avec ce dilemme, qui peut être énoncé brièvement. Il reproduit une distinction entre un domaine matériel où il y aurait des nécessités objectives et un domaine éthique, on serait tenté de dire « spirituel » par penchant métaphysique, où il y aurait

¹¹ Au-delà de cette remise en question de cette interprétation réductionniste du prolétariat par la réfutation de sa prémisse principale, le constat de l'inadéquation de ce genre d'interprétation est appuyée fortement par de multiples expériences de luttes où les groupements objectifs qui étaient conçus majoritairement comme constituant le sujet révolutionnaire ont été plus passifs que d'autres qui étaient pourtant déterminés comme étant clairement en-deçà ou en-dessous du vrai sujet révolutionnaire, du prolétariat authentique. Sans avoir la capacité ici de développer sur de nombreux cas historiques où cela s'est avéré, on peut nommer ici le cas de nombreuses populations autochtones qui ont lutté, et qui luttent encore aujourd'hui, de manière radicale contre le pillage capitaliste des territoires tel qu'au Chiapas ou le combat des populations paysannes contre leur assujettissement continu à la logique du capital.

aussi de la nécessité mais au sens particulier d'un impératif ou d'une obligation morale. La réflexion entourant cet enjeu conceptuel permet de prendre conscience et d'anticiper des obstacles dans la résolution de cet aspect du concept du prolétariat. Il serait tentant de formuler dès maintenant, en termes généraux, une signification de la nécessité de la révolution pour le prolétariat qui maintient ensemble inséparablement le registre éthique et matériel, de sorte que le dilemme souvent creux entre le «matériel» et le «spirituel» soit neutralisé. Dans cette perspective, la révolution serait pour le prolétariat une nécessité matérielle immédiate pour que soit possible une vie proprement éthique épanouie pour tous·te·s.

Ce texte est marqué par le spectre de Marx. La justification de mon pari pour lier ce programme de recherche avec l'oeuvre de Marx est qu'il me semble que celle-ci constitue encore un point de référence fondamental pour réfléchir notre monde dans toutes ses dimensions et identifier les voies d'un dépassement émancipateur de celui-ci. L'exposition du concept de prolétariat au sein des écrits de jeunesse de Marx permet de montrer comment celui-ci peut faciliter une réflexion autour des problématiques clés imposés par la pratique politique émancipatrice telle que celle du sujet révolutionnaire. Défaire cette notion de certaines de ses interprétations limitées permet non seulement de progresser dans notre compréhension du monde et notre stratégie mais aussi de réaliser le caractère parfois illusoire de certains de nos problèmes. Si certain·e·s de nous croient que, au moins dans une formation sociale comme le soi-disant «Québec»,

il n'y a pas aujourd'hui d'acteur susceptible de faire la révolution dans un horizon proche, n'est-ce pas au moins en partie en raison d'un imaginaire dépassé de ce que constitue le prolétariat ou même la classe ouvrière? Une compréhension de ce qu'est le prolétariat strictement en termes objectifs autour de certaines caractéristiques déterminées telles que le secteur d'occupation dans l'économie s'avère ici plus que limitée: elle nous fait faire fausse route et nous mène à des conclusions qui ne sont pas nécessaires. En se dirigeant vers une conception plus dynamique du prolétariat, on participe à rendre possible de parler sérieusement de révolution ici et maintenant au soi-disant «Québec». Le prolétariat n'est pas absent parce qu'il n'est pas essentiellement une chose ou un amas de personnes, mais plutôt une relation avec une vie sociale intrinsèquement contradictoire. Ce prolétariat – le prolétariat entendu simultanément comme cause productrice et victime de la négation constante du tout social – existe et continuera vraisemblablement d'exister tant que le processus d'accumulation du capital qui structure notre monde repose sur l'exploitation, l'aliénation, la dépossession et la violence. Il peut venir au jour à tout moment lorsque des classes sont plongés dans la posture contradictoire d'être à la fois constitutive du monde et chassé de celui-ci à tout instant.





DISCUSSION ET ORGANISATION

Maulwurf

*«Comment en sont-ils venus à se parler?» Cela la fit rire :
«N'est-ce pas naturel?» – «Je le pense aussi; pourtant, je
crois qu'il y avait une autre raison et qu'à cause de cette
raison, ce qui rendait les paroles naturelles les rendait aussi
très difficiles.»*

Maurice Blanchot, *L'attente, l'oubli*, p. 129-130

Préambule

Cette petite série de textes part d'une problématique souvent négligée à l'extrême-gauche : la communication. L'objectif de cette série est d'abord de penser en dehors d'une logique de pure propagande, au-delà des discussions visant à déterminer quels sont les bons coups de pub¹ à faire.

Plutôt, comment penser notre communication entendue au sens large – comprenant la prise de décision, la critique, l'échange, le débat en plus de la diffusion d'information et de la propagande – de façon à ce qu'elle soit en adéquation avec le projet politique qui est le nôtre? Une des attitudes animant la présente recherche peut être qualifiée d'une suspicion à l'égard des formes figées, que ce soit les assemblées codifiées ou les rencontres informelles où l'on s'interdit d'avance de parler de certains sujets trop polémiques. Bien que nous croyions qu'il n'y a pas de recette magique ou de forme fixe permettant de résoudre le problème de la communication, nous pensons qu'il est possible de déterminer tout de même des configurations et des appareils structurants de communication qui soient plus souhaitables que d'autres.

¹ Il existe de nombreuses façons de faire de la propagande : briser une vitre de banque, interpellé des ministres, faire un blocage, mener une action directe, afficher, distribuer ou publier des textes incendiaires, faire des appels, faire des posts, partager des images émeutières, etc. ; tout ça constitue d'abord et avant tout de la propagande. Aucun de ces gestes ne produit un effet immédiat sur la capacité de reproduction du capitalisme et il serait plutôt difficile de soutenir que ces gestes, en eux-mêmes, mettent en place un rapport de force. Plutôt, ces gestes sont adressés à un public qui peut être plus ou moins important, plus ou moins proche de nous. C'est un rapport de diffusion largement unidirectionnel qui tend à constituer un pôle actif et un pôle passif. Nous aborderons cette forme de communication dans le prochain texte de la série.



Dans ce premier volet, il sera question de la communication à petite échelle. Nous nous demanderons quelles sont les configurations qui rendent possibles une « bonne conversation » entre des gens qui veulent s'organiser. Dans la seconde partie qui paraîtra dans un numéro ultérieur, nous aborderons la communication à plus large échelle : l'espace public et la façon d'agir en son sein pour y favoriser une politisation pratique, un engagement avec les idées révolutionnaires et un élargissement du processus de « s'organiser » chez un nombre grandissant de personnes.

Configuration et rapports

En utilisant le mot configuration, nous soulignons le fait que nous adoptons une perspective extérieure et générale par rapport aux situations de communication. Nous ne nous intéressons pas aux détails. Une configuration est un ensemble de formes fixées (réunions, caucus mixtes ou en mixité choisie, débats, assemblées, présentations, échanges écrits, etc.) et de formes moins fixées (discussions de corridor, appels informels, etc.) qui s'alternent et se complètent pour former un tout. Une configuration (de communication) met ainsi en rapport, au sein d'un processus, différents types d'actants en permettant une permutation des formes.

En nous inspirant librement du deuxième chapitre de *mélancolie des groupes*² du collectif Endnotes, nous dirons que nous recherchons des configurations qui permettent une « bonne conversation », c'est-à-dire des configurations qui devraient rendre possible et favoriser trois rapports :

1. Critique: Les configurations devraient nous permettre la plus grande franchise et un regard critique à l'égard de nous-mêmes³; on devrait pouvoir remettre en cause, si nécessaire, notre engagement, notre groupe ou notre mouvement;
2. Engagement: Les configurations devraient nous permettre de s'entendre sur un engagement commun, de déterminer une entente minimale qui va de pair avec des contraintes minimales consenties par les gens qui participent;
3. Réciprocité: Les configurations devraient favoriser la réciprocité et l'horizontalité dans l'échange, plutôt que la constitution de pôles passifs et actifs autour desquels s'agglomèrent « les gens qui s'organisent » en fonction de critères systémiques et/ou circonstanciels.

2 « Un marxisme ouvert ? » dans Endnotes, *Mélancolie des groupes*, éditions de la tempête, 2022 [2013], p.55-74.

3 Par franchise, on entend le fait de ne pas dissimuler sa pensée, ce qui ne signifie pas pour autant « tout dire » sans égard pour les autres.



S'organiser

Le deuxième élément de notre définition nous amène au processus de « s'organiser ». Ce processus est un effort de coordination comportant quelques exigences supplémentaires : s'organiser c'est essayer d'atteindre un minimum d'efficacité (ou de discipline) dans la pratique et s'organiser se traduit généralement par une tendance à vouloir que de plus en plus de gens deviennent actif·ve·s dans le processus.

Le verbe réflexif « s'organiser » se décline en deux moments : faire de l'organisation et faire organisation. Faire de l'organisation, c'est se regrouper et se coordonner avec ce qui nous est extérieur. Les mouvements et les campagnes sont des bons exemples de moments où le « faire de l'organisation » prime. À l'inverse, les groupes sont des lieux où le moment de « faire organisation » prime. Dans un groupe, on se rassemble et on se coordonne avec ce qui nous est intérieur.⁴

Ces deux moments sont co-constitutifs et font partie du même processus. En faisant de l'organisation on façonne déjà en quelque sorte un quasi-sujet collectif⁵, un nous. Pareillement, en faisant organisation, on ne cesse de chercher à se renouveler, à se mettre au contact d'une extériorité afin de ne pas devenir un groupe moribond. Ces deux moments participent d'un seul et même processus qui alterne entre la consolidation/fixation et l'ouverture/déstructuration. En luttant, nous nous réunissons et nous nous reconnaissons ; en se réunissant, nous ne cherchons rien d'autre que rendre possibles de nouvelles luttes. Saisir ce processus dans son ensemble nous permet de voir que la constitution d'un groupe ne nous condamne pas à assigner une bonne fois pour toute un « nous » et un « eux », ne délimite pas une identité fixe⁶. Ce groupe a un nom, l'autre groupe en a un autre. Or, ce nom n'est qu'un arrêt sur image, une synthèse imparfaite mais nécessaire, appelée à être reconfigurée dans le processus de s'organiser. Les collectifs, les associations, les bandes sont à l'image des idéologies, des

4 Le « nous » qui est mis de l'avant ici n'est pas à priori un nous exclusif, bien qu'il puisse le devenir. C'est le nous du ou des groupes politiques, des mouvements, des gens qui s'organisent.

5 Celui-ci peut avoir des niveaux très différents de formalisation dans sa pratique : entre le réseau de connaissances et des gens participant à une assemblée, entre des membres d'un même syndicat et des gens qui s'identifient à une scène politique, il y a beaucoup de diversité. N'empêche, tous ces gens, en « faisant de l'organisation », se regroupent, se coordonnent et se retrouvent un jour à se poser la question de leur être-en-commun, à se demander s'ils « font organisation ». Ce questionnement ne surgit pas nécessairement de l'intérieur, il peut tout autant surgir de l'extérieur : d'autres peuvent nommer le groupe et ainsi se trouver à l'origine du questionnement.

6 La vie des groupes est certes souvent caractérisée par des logiques grégaires. Celles-ci ne sont toutefois pas directement produites par le processus de « s'organiser ». Les différents processus d'identification (positifs et négatifs) par rapport au groupe ou à son extériorité surgissent de façon secondaire dans le processus, généralement quand on cherche à fixer certaines formes pour avoir une plus grande stabilité. Ces processus peuvent provoquer toute une série de problèmes qui engendrent ensuite un blocage de la dynamique du « s'organiser ». Dans le prochain texte sur l'espace public oppositionnel, nous nous pencherons davantage sur ces processus.

principes, des prises de positions que nous avons adoptées en vue de persister dans la lutte: elles nous offrent une stabilité relative pour un moment, mais ne constituent pas la fin du processus.

Actants

Le dernier aspect de la définition concerne les actants qui participent à cette configuration. En restant encore une fois à un niveau très abstrait, on peut dire qu'il en existe deux types: des individus et des groupes.

Ainsi, les relations entre les actants se déclinent en trois cas: relations entre des groupes, relations entre des groupes et des individus, relations entre des individus. Chacun de ces cas peut être vu sous le prisme d'un moment du processus de «s'organiser».

Zones de stabilité

| | Faire organisation | Faire de l'organisation |
|---|--|-------------------------|
| Coordonner des groupes | Discussion d'ordre second (alliance, coalition, fédération, nouvelle organisation) | |
| Coordonner des groupes et des individus | | |
| Coordonner des individus | Discussion d'ordre premier (quotidien du groupe ou fondation de groupe) | |

Dans la première rangée, celle où il est question de coordonner des groupes, la configuration n'est pas à priori défavorable à la «bonne conversation». C'est un espace de contact entre des groupes qui ont leurs propres conversations, leurs propres réunions, c'est une discussion d'ordre second. Le nom discussion d'ordre second n'indique pas une différence de nature, ou un caractère méta-discursif, il est plutôt un marqueur relationnel. Dans ce genre de forme, chaque individu est une courroie de transmission d'une autre discussion. L'espace de contact peut être nommé coalition,

fédération ou nouvelle organisation. À la limite, il pourrait seulement y avoir un individu par groupe et cela ne changerait pas réellement la nature de la conversation⁷, car chaque personne qui participe porte des appels, débats, décisions, critiques qui ont déjà été discutés ailleurs et ceux-ci sont partagés par les autres membres du groupe.

Dans la troisième rangée, au niveau de la colonne de droite, la configuration n'est également pas en contradiction (à priori) avec les trois rapports de critique, d'engagement et de réciprocité. Lorsque nous retrouvons une discussion de groupe ou une discussion visant à fonder un groupe, c'est une discussion d'ordre premier, généralement plus «fondamentale». Chaque personne participe à l'échange, au débat, à la critique et à la remise en cause. Le groupe peut faire alterner différentes formes de communication à partir d'un principe commun d'entente: réunions, comités mixtes ou non-mixtes, discussions libres, partage d'écrits, *groupchats*, etc.

Ces trois cas sont «triviaux» et «stables» non pas parce qu'ils sont faciles à mettre en place ou à entretenir – au contraire trouver une bonne succession des formes requiert souvent beaucoup d'effort et de créativité – mais parce qu'ils ne posent pas de problèmes à priori: la critique, l'engagement commun et la réciprocité-horizontale peuvent s'y développer⁸. Rien n'est déterminé d'avance.

Reste alors les trois autres cases du tableau.

| | Faire organisation | Faire de l'organisation |
|---|--------------------------|--|
| Coordonner des groupes | Stabilité intergroupe | |
| Coordonner des groupes et des individus | Instabilité individuelle | Instabilité de l'activisme et du mouvement |
| Coordonner des individus | Stabilité du groupe) | |

Zone d'instabilité individuelle

Les trois cas restants relèvent des zones d'instabilité. Nous dirons qu'il y a de l'instabilité quand la configuration, comprise comme un complexe dynamique de formes fixées et

7 Petite précision : ce n'est pas parce que les rapports entre les groupes peuvent prendre et prennent la forme de rapports immédiats entre des individus qu'il n'y a pas de réalité aux rapports entre les groupes en tant que tels. Bien sûr, dans le langage courant, on peut dire «je demande à X d'amener la bannière» et non pas «mon groupe demande au groupe X d'amener la bannière», mais dans la mesure où la médiation par le groupe est la condition de possibilité dudit échange, il s'agit bel et bien d'une *conversation* entre des groupes.

8 Les jeux de double discours, le désengagement et la verticalité peuvent s'y développer aussi. Nous ne nous intéresserons pas dans cette section à ce qui engendre après coup une tendance ou une autre, bien qu'il serait souhaitable, sans moralisme, d'y réfléchir.

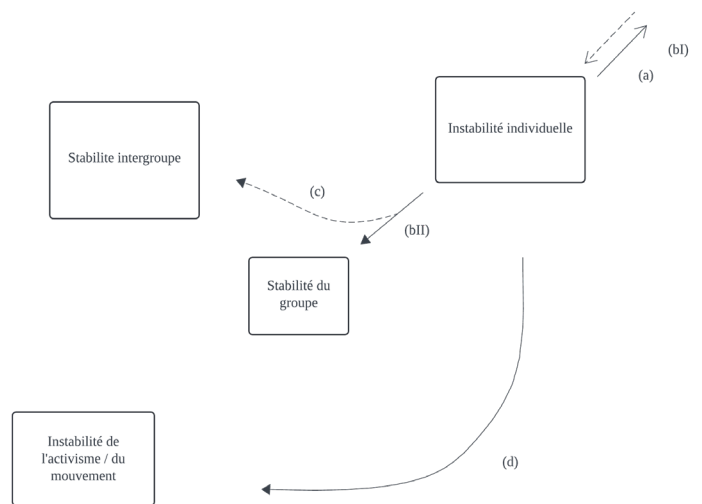
non-fixées, n'offre pas, à priori, la possibilité d'instituer une bonne conversation. Cette instabilité se reconnaît de deux façons :

1. les types d'actants sont mixtes et donc ils ont des rapports asymétriques (groupe-individu).
2. le processus de s'organiser est trop « libre », il manque d'un minima de contrainte réciproque. En filant la métaphore mathématique, on dirait que nous ne sommes pas devant un groupe, mais plutôt un magma : un ensemble de gens qui ne parvient pas à donner à l'opération de « s'organiser » une clôture minimale. L'instabilité provient alors du fait que les rapports sont fuyants et que la taille devient rapidement illimitée.

La colonne de droite, dans la rangée du centre représente l'espace d'instabilité individuel. Le « faire organisation » entre des individus et des groupes n'est pas immédiatement évident. L'individu peut vouloir différents niveaux de contact : intégrer le groupe (mettre fin à l'asymétrie) ou rester dans une proximité avec celui-ci (persister dans l'asymétrie). On peut schématiquement diviser le contact voulu en fonction des quatre trajectoires.

- a. Ce contact peut être voulu de façon « plus passive » et donc la personne voudrait principalement recevoir des événements, des formations et des appels à l'action.
- b. Ce contact peut être voulu de façon « plus active » et donc la personne voudrait pouvoir partager des activités, des réflexions ou des critiques avec le groupe.
- c. Ce contact peut être celui d'individus qui « font organisation » avec d'autres groupes.
- d. Ce contact peut être celui de personnes ayant une volonté de faire de l'organisation avec le groupe (sans faire organisation).

Pour la trajectoire (a), ce qui semble souhaité et voulu comme rapport, c'est recevoir des informations. C'est un rapport de diffusion et donc un « rapport indirect à l'organisation ». La personne veut être au « courant », car le groupe est un objet d'intérêt (distant). Cela pose peu de problèmes dans l'absolu, mais le peu de réciprocité ne permet pas d'enclencher une dynamique de « faire organisation » avec la personne, ni de



favoriser les trois rapports nommés plus haut. Cette dynamique se rapproche davantage d'un rapport de « public » face à l'organisation, un rapport qui est hors du tableau, mais que nous aborderons dans la prochaine partie. Néanmoins, dans un tel cas, si la personne exprime une volonté de participer activement, il est peut-être mieux de traiter sa demande comme relevant de la trajectoire (b), quitte à ce que celle-ci se révèle finalement être la (a).

La trajectoire (b) représente une volonté d'entretenir ce qu'on peut nommer un « rapport direct à l'organisation ». Le « rapport direct à l'organisation » appelle une configuration qui lui soit adéquate. Parmi l'ensemble des configurations concrètes suivant la trajectoire (b), deux solutions pratiques semblent souvent utilisées pour tenter de penser ce « rapport direct ».

La première c'est la solution historique du début du 20^e siècle : la mise en place par le groupe d'une catégorie différenciée qui permet de faire un lien direct avec le groupe. Si on prend l'exemple des partis communistes historiques, on peut penser à la constitution de groupes de jeunesse, de groupes de sympathisant·e·s, voire de groupes spécifiques (femmes, travailleur·e·s agricoles, syndiqué·e·s, etc.). En agissant de la sorte, le groupe forme une périphérie qu'il distingue de façon claire de son centre. Un avantage certain de cette forme est qu'elle permet une massification du contact en multipliant les espaces mitoyens qui ne sont ni vraiment à l'extérieur ou à l'intérieur sans pour autant que le centre perde en efficacité ou en unité. Le centre de l'organisation

9 Cet espace peut prendre plusieurs formes : une réunion parallèle, une réunion « élargie », une assemblée publique ou un *groupchat*.

10 Quand le groupe se sert de cet espace pour faire principalement de la formation et qu'il a effectivement un contenu à transmettre, ce geste semble plus intéressant. Dans les organisations historiques, cette distinction était normale, car le centre pouvait prétendre fournir un contenu (des formations pratiques et théoriques) et les gens qui voulaient faire organisation pouvaient s'instruire ainsi. Une telle façon de « se former » à l'organisation, engendre certes une spécialisation, une forme de professionnalisme, qui nous fait courir le risque d'une bureaucratie dans le pire des cas, mais elle a l'avantage de permettre un travail à grande échelle, un travail de formation quasi-industriel. Elle agit comme un appareil structurant : une école du parti qui s'oppose à l'appareil idéologique d'État qu'est l'école capitaliste. Cependant, de façon stricte, la formation n'est pas un rapport direct à proprement parler ni une tentative de se coordonner ; ce n'est pas strictement de l'organisation. La formation relève plutôt de la transmission et du partage d'expériences. Une grande partie des formations pourraient à la limite être entièrement publiques ou semi-publiques. En ce sens, ce genre d'activités n'est pas lié au rapport d'organisation entre groupe et individus, mais se trouve être une activité ouverte au même titre que les manifestations, que les publications.



conserve une rigueur dans son travail politique, tandis que la périphérie peut se développer en demeurant à un autre niveau d'unité et d'engagement, souvent de façon moins prenante.

Cette façon de faire engendre toutefois deux niveaux de «faire organisation» et ce, même quand on essaie d'affaiblir les critères ou de rendre moins hautes les barrières entre le centre et la périphérie. Lorsque le centre fait ce geste de regrouper dans une catégorie unique, stable et différencié les gens qui veulent avoir un «rapport direct à l'organisation» et qu'il assigne ces gens à un espace⁹ qu'ils n'ont pas constitué et qui demeure déterminé (voire piloté) à (par) d'autres, le «rapport direct» tend à se transformer en un «rapport indirect». Un glissement de la trajectoire (b) vers la trajectoire (a) peut se produire, menant souvent à une baisse de la réciprocité¹⁰, ce qui est contraire aux trois rapports souhaités pour avoir une «bonne conversation».

Quelques individus parviennent toutefois à éviter cette tendance et leur façon de l'éviter nous renseigne sur la configuration souhaitable pour ne pas reproduire ce problème. Ces individus sont généralement des personnes qui établissent

rapidement des liens individuels avec des membres du groupe. Ce faisant, ils maintiennent un rapport plus «réciproque» avec le groupe.

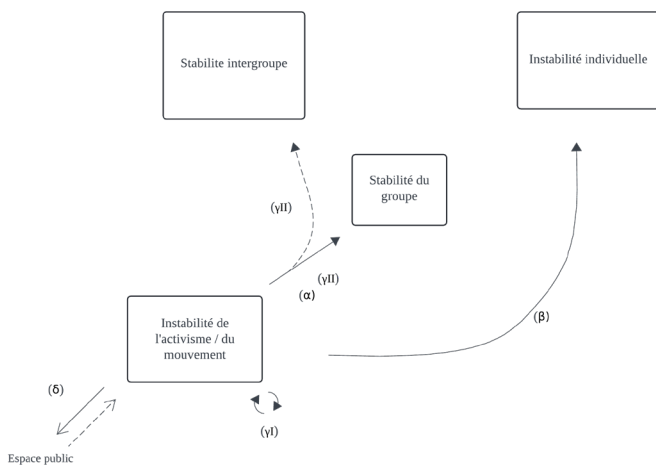
Pareillement, à chaque fois que nous faisons des activités publiques, nous avons une intuition de ce problème de réciprocité. On se dit qu'il serait bien que quelqu'un se charge de parler aux nouvelles personnes, qu'une personne établisse un lien «direct» et «individualisé», qu'elle leur parle sans être simplement une cassette, tout en étant plutôt clair sur l'intérêt politique ou un éventuel engagement. Pareillement, chaque fois qu'une personne vient vers nous et s'intéresse au groupe, on se dit qu'il faudrait faire des «suivis» et pas seulement envoyer des invitations.

Ainsi, ces exemples nous montrent que la configuration à favoriser entre les individus voulant un «rapport direct et actif» et les groupes semble être une configuration qui déplace l'échelle de la relation et assigne des individus (du groupe) à des individus¹¹. Ceci peut se faire de façon spontanée, mais il est certainement souhaitable de le faire de façon à ce qu'une rotation des tâches se fasse pour éviter qu'une seule personne devienne le point de contact¹² de tous.

11 Nous parlons ici uniquement d'une configuration permettant d'avoir une «bonne conversation». Il va sans dire que les activités et communications publiques et semi-publiques ne sont pas à négliger et précèdent (mais aussi suivent) ce moment. Ces activités agissent comme des points de contact premiers pour quiconque veut entrer en relation avec le groupe. Cependant, ces activités relèvent plus de la communication à large échelle qui sera abordée dans le prochain texte de la série.

12 Tout en valorisant des rencontres entre des gens partageant quelques affinités.

En modifiant l'échelle du rapport, c'est-à-dire en face à face, par exemple autour d'un café ou en rencontre formelle, l'engagement et la critique peuvent s'exprimer plus directement. Une symétrie peut s'installer entre les gens qui viennent au contact du groupe et les gens dans le groupe: l'engagement dans le groupe peut être questionné, critiqué, tout comme l'absence d'engagement dans un groupe; ainsi on se déplace vers une discussion d'ordre premier qui ressemble souvent à une discussion de fondation d'organisation avec ses questions quasi-existentielles: qu'est-ce qui te motive à militer, pourquoi avec nous? En suivant les critères de critique franche, d'engagement commun et de réciprocité, cette discussion peut se stabiliser par une intégration à la configuration stable d'ordre premier: la discussion ordinaire du groupe.



Pour la trajectoire (c), il s'agit d'une volonté de coalition ou de fédération entremêlé au cas (b). Elle peut être traitée comme le cas (b), mais en faisant bien attention de saisir les moments où le registre de la discussion se déplace. Si la discussion tend à être dominée par le registre intergroupe, il peut être utile de demander un déplacement vers une vraie rencontre, une discussion entre groupes, plutôt que de maintenir un seul point de contact qui individualise des rapports qui relèvent de rapports de groupe. Ainsi, la trajectoire peut se stabiliser en une discussion intergroupe. La trajectoire (c) part apparemment du même point que la trajectoire b, mais nous la représentons en pointillé, parce qu'il s'agit d'une trajectoire qui est possible uniquement car un flou était maintenu au niveau des actants participant à la configuration.

La trajectoire (d) nous amène à nous déplacer vers la zone d'instabilité de l'activisme et du mouvement, une zone qui est plus difficile à délimiter, à clôturer dans un ensemble borné. Dans cette zone, on retrouve en grande partie de l'activisme ordinaire, mais aussi la plupart des processus de

«s'organiser» qui traversent les mouvements, les révoltes, les soulèvements. C'est ici qu'une partie majeure de l'activité politique¹³ se déroule et le groupe qui s'organise, donc le groupe qui n'est pas bloqué dans son processus de s'organiser n'échappe presque jamais au contact avec cette zone – la seule exception serait un groupe qui ne «fait de l'organisation» qu'avec d'autres groupes au sens strict, mais ce cas semble plutôt impossible, à moins que l'ensemble des individus avec qui il entre en contact soient déjà regroupés.

Zone d'instabilité de l'activisme et du mouvement

Dans la zone d'instabilité de l'activisme et du mouvement, on peut encore une fois déceler quatre trajectoires :

1. Le cas de transition vers un «faire organisation» individus-individus.
2. Le cas de transition vers un «faire organisation» groupe-individus.
3. Le maintien dans une forme mouvementiste instable (campagne-soulèvement/abolition/dissipation).
4. Le cas de transition vers l'extérieur (espace public).

Les trajectoires (α) et (β) sont plutôt simples. En faisant de l'organisation, on engendre un quasi-sujet collectif, on crée un nous. Il y a donc une tension «instituyente» dans le processus de s'organiser et cette tension peut mener à la zone de stabilité qui correspond à la fondation d'un groupe (α) ou à la zone d'instabilité individuelle (β). À partir de là, le processus de s'organiser continue.

La trajectoire (γ) consiste à se maintenir dans le «mouvement». La tension vers le «faire organisation» rencontre un blocage ou une restriction. Encore une fois, nous présentons deux configurations concrètes plutôt fréquentes dans la pratique quotidienne. Ces deux «solutions» ne sont toutefois pas mutuellement exclusives, ni les seules possibles.

I. On valorise une «politique à la première personne». Cette tendance considère qu'il est préférable que ce soit uniquement des individus qui décident, qui fassent et qui soient responsables de la politique. Cela façonne parfois les conflits politiques en conflits interpersonnels et, quand ce n'est pas le cas, on observe tout de même une difficulté à soutenir dans le temps les rapports d'engagement et de critique nommés plus haut.

13 Entendons par là que les autres cases relèvent davantage de la vie et de la reproduction de groupes et d'organisations. Elles représentent des endroits plus adéquats pour réfléchir le monde, penser notre façon d'y intervenir et effectivement y intervenir, mais avec des moyens souvent limités, car nous ne pouvons compter que sur la force de nos groupes qui sont fortement minoritaires.

En effet, comment peut-on soutenir qu'un individu seul soit responsable ou critiqué pour les échecs d'une action, d'une campagne? On ne peut pas soutenir cela sérieusement sans provoquer une personnalisation trop grande des débats. Alors, on peut décider de critiquer des stratégies, des idées ou des tactiques mises de l'avant par des individus. Cela peut fonctionner pour un temps. Mais rapidement, on se retrouve devant un autre problème: comment faire pour que ces critiques n'engendrent pas simplement une forme de relativisme, de «tout le monde peut faire ce qu'il veut tant que ça ne nuit pas aux autres», bref comment éviter l'aplatissement sous une version *anything goes* de la «diversité des tactiques»? Ceci est un vrai problème pour les gens qui font de l'organisation ensemble: le fait de repousser le moment de «faire organisation» – c'est-à-dire de repousser le moment où on essaie de réfléchir ce qu'on fait ensemble, ce qu'on constitue et ce qu'est notre engagement commun – nous empêche d'approfondir les points de désaccord qui inévitablement finissent par remonter, généralement dans un creux de mouvement.

Dans ces moments, la «politique à la première personne» peut alors provoquer des processus d'identification à des petits agrégats de camarades ou d'ami-e-s – ceux qui sont resté-e-s, ceux qui sont parti-e-s, ceux qui n'étaient pas d'accord, etc. Ainsi, ce qu'elle avait essayé d'éviter, la guerre des petits groupes sur des bases grégaires, revient comme un retour du refoulé. Et il n'y a rien de plus désagréable que des querelles entre des amalgames d'individus qui ne parviennent pas à qualifier et circonscrire l'objet politique (ou non-politique) de leurs désaccords¹⁴ n'étant jamais parvenu-e-s à énoncer clairement leur engagement partagé: leur tension vers le faire-groupe.

Le fait de repousser le moment de «faire organisation» [...] nous empêche d'approfondir les points de désaccord qui inévitablement finissent par remonter, généralement dans un creux de mouvement.

II. On valorise une idée du «s'organiser» comme une dialectique du «faire organisation» et du «faire de l'organisation» qui est vouée à s'abolir à partir d'un certain temps ou d'un événement particulier. Ce qui anime cette tendance, c'est une volonté de ne pas perdurer pour ne

pas s'institutionnaliser. Cette tendance qu'on pourrait dire mouvementiste s'incarne généralement dans une logique de campagne. C'est sûrement la tendance qui dans la trajectoire (γ), permet le plus de remplir les trois critères de franchise, d'engagement et de réciprocité.

Néanmoins, sans un groupe ou un appareil structurant public capable d'incorporer et de transmettre les expériences (débats, discussions, critiques) pendant et après la campagne, on peut se demander si cette tendance ne va pas à l'encontre du processus de «s'organiser» compris comme une volonté (minimale) de montée en efficacité et en force.

En effet, en adoptant une telle position, comment s'assure-t-on de ne pas réinventer la roue à chaque fois? En se lançant dans une campagne, il faut bien un peu de structuration et rendu à une troisième ou quatrième campagne, ce serait bien d'avoir certains acquis, certains trucs, pour faciliter l'organisation. Si des gens se regroupent entre les campagnes pour consolider des acquis expérimentiels, comment pouvons-nous considérer ce moment autrement que celui de la formation d'un groupe, d'une organisation?

Aussi, comment pouvons-nous dans le cadre de campagnes favoriser une multiplication des nouvelles personnes actif-ve-s plutôt que la répétition du leadership des mêmes personnes? Pour y parvenir, il faut bien trouver une façon de valoriser l'engagement, la projection de soi dans un temps plus long. Que l'engagement mène à l'inclusion dans un milieu contre-culturel ou dans un espace de sociabilité «de gauche», cela peut être souhaitable ou provoquer l'enthousiasme, mais cette façon de faire a des limites. En plus des risques de valorisation des rapports interpersonnels au détriment de critique politique et des risques de repli sur soi, il existe plusieurs personnes pour qui la communauté ou le milieu ne sont pas attirants, voire des gens qui ne ressentent pas ce besoin. Par rapport à ces problèmes, l'horizon du «faire organisation» semble plus à même de valoriser un engagement qui se nomme directement et qui constitue la base de la configuration. Au lieu de dépendre des rapports de sociabilité, le «faire organisation» secondarise la sociabilité par rapport à l'engagement.

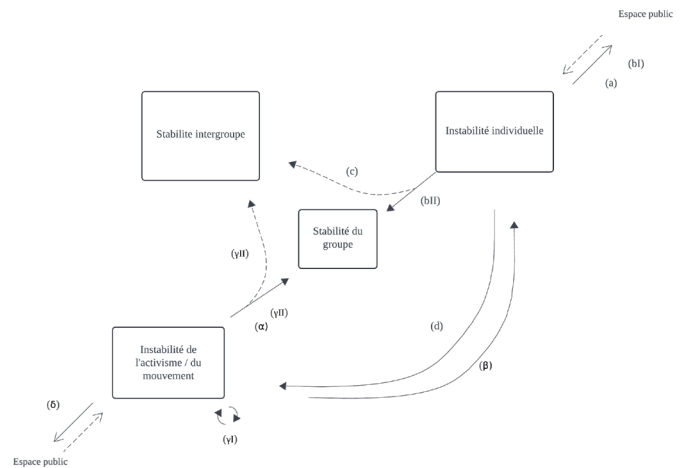
Enfin, on peut se demander si, l'implication dans les campagnes étant souvent très chronophage, les gens qui s'y organisent seront disposés à réfléchir ou à se remettre en question, quitte à remettre en question la campagne elle-même. L'expérience pratique semble montrer que les campagnes engendrent rarement des moments où la bonne discussion peut avoir lieu et où il est possible de remettre en cause de façon profonde ce

¹⁴ Ce genre de rapport est également possible entre les groupes. C'est sûrement une des raisons pour lesquelles l'organisation en groupe est repoussante pour bien des gens qui leur sont extérieur. Il faut noter toutefois que le blocage du processus de «s'organiser» n'est pas donné d'avance dans la configuration du groupe, tandis qu'elle est là, au préalable dans la tendance à «la politique à la première personne».

qu'on fait ensemble. L'engagement étant à court terme, il est plus facile de laisser tomber ou de passer à autre chose plutôt que d'émettre des critiques.

Toutes ces remarques, bien qu'elles n'invalident pas la forme campagne à priori, donnent également à voir le fait que la campagne se pose en fin de compte des questions qui se rapprochent beaucoup de celles que se pose un groupe ou une organisation : la question de l'efficacité dans la répétition des mêmes actions, celle de la motivation de sociabilité qui motive des gens à « faire parti » du groupe et finalement celle de la fuite devant la critique.

D'ailleurs, dans les derniers temps, plusieurs campagnes ont décidé de continuer leurs activités en changeant ou en abandonnant leur horizon temporel. Ce genre de transformation mériterait d'être abordé plus en profondeur, comme une mutation récente, afin de déterminer les conditions à partir desquelles l'abandon de l'horizon temporel engendre un repli sur la tendance I nommé plus haut – c'est-à-dire une « politique de la première personne » où le moment du « faire organisation » se retrouve en quelque sorte refoulé – ou à l'inverse les conditions¹⁵ qui, dans cette situation, engendrent une nouvelle campagne revigorée, voir une transition vers l'organisation.



[notes sur le tableau¹⁶]

Finalement, la trajectoire (δ) ressemble comme deux gouttes d'eau à la trajectoire (a) provenant de la zone d'instabilité individuelle. Les individus ont été dans le « faire de l'organisation ». Ils le disent : j'ai « fait des choses » avec tel groupe, j'ai « fait » tel mouvement, mais... des choses ont changé... Maintenant je reste au « courant », je regarde de loin.

Cela veut-il dire que ces gens, ceux qui sont « tombés » hors du tableau ou ceux qui n'ont jamais été dans le processus, sont hors du monde, ne font plus ou pas de « politique » ? Bien sûr que non. Les gens (qui vivent leur vie) se regroupent dans des configurations hors du processus de « s'organiser ». De façon large, on peut dire que ces gens partagent avec nous un espace public, un espace qui, à son tour, peut être façonné, où on peut mettre en place des appareils structurants qui, sans faire à proprement parler « de l'organisation », facilitent la critique et le partage d'expériences politiques, l'engagement et la réciprocité. Dans le prochain texte de la série nous présenterons une proposition en vue d'infléchir l'espace public pour en faire autre chose qu'un espace de pure propagande.

15 La mise en place d'un moment de médiation (bilan, réflexion collective, phase de refondation) pourrait compter parmi ces conditions. Or, ce moment de médiation peut tout à fait, dans la pratique, se transformer en sondage et commentaire d'appréciation plutôt qu'en une discussion ouverte sur la base des trois rapports nommés plus haut. Dans un tel cas, chacun.e choisit ce qui lui a plu et déplu dans le répertoire des actions, voire ce qui a « fonctionné » et ce qui n'a pas « fonctionné » et la tendance (γ.II) glisse vers la version *anything goes* de la « diversité des tactiques » de la tendance (γ.I).

16 Il est plutôt improbable qu'une trajectoire partant de l'espace public mène immédiatement à une discussion en vue de « s'organiser » en un groupe. Les points d'entrée les plus probables sont au niveau des deux pôles instables de la diagonale, car ce sont des points de contact avec l'espace public, des points caractérisés par un faible clôturé, ce qui par le fait même les rend instables.





— PREMIÈRE LIGNE —

Première ligne s'organise autour d'un projet de revue pour diffuser des idées et des éléments de stratégie révolutionnaire. Loin d'être un projet strictement théorique, nos réflexions sont en constant dialogue avec nos actions et nos interventions dans les milieux anticapitalistes, antiautoritaires et antiétatiques et motivent nos solidarités avec les luttes populaires. Si, à la lecture de cette revue, nos perspectives se rejoignent, n'hésitez pas à nous contacter!

Instagram : [@premierelignecollectif](#)

Mail : contact@premiereligne.info

**L'ennemi
ne péfit pas
de lui-même**

